



Notes de recherche no 1 | Janvier 2017

Les relations Turquie-Russie (1992-2016) : une géopolitique de l'espace Pontique à nouveau sous la loupe

Lucie France Dagenais, Ph.D.

Présentation¹

Les relations entre la Turquie et la Russie qui ont tenu le devant de la scène médiatique internationale à l'été 2016 reviennent en force en décembre 2016 s'inscrivant dans des rapports de longue date. Ces relations ont des racines très anciennes ayant traversé des siècles d'inimitiés tout en ayant su parfois tisser des alliances nécessaires. L'annexion en 2014 par les Russes de la Crimée ukrainienne,

territoire composé en partie de populations turcophones, doublée du conflit syrien au sud de l'Anatolie qui a vu l'intervention militaire russe à partir de 2015, ont ravivé la menace pour la Turquie.

Dans le présent texte nous entendons retracer les relations Turquie Russie depuis la fin de l'Union soviétique, en décembre 1991, jusqu'à leur réconciliation ayant suivi une rupture de près d'un an. Notre propos entend circonscrire ces relations à l'intérieur de l'espace Pontique i.e. autour de la mer Noire, cadre qui sera précisé plus loin après avoir indiqué la justification du choix du sujet à l'étude, sa thématique, sa marche à suivre méthodologique et nos objectifs.

¹ Cet article a fait l'objet d'une relecture par monsieur Jacques Lévesque, professeur émérite au Département de Sciences politiques à l'Uqam ainsi que par monsieur Tolga Bilener, professeur-chercheur en Relations internationales à l'Université Galatasaray d'Istanbul. Qu'ils soient ici remerciés pour leurs commentaires qui ont contribué à enrichir ce texte dont la responsabilité nous revient entièrement.

Justification du choix du sujet

Pourquoi avoir choisi de s'intéresser aux relations de la Turquie avec la Russie dans la région de la mer Noire? C'est d'abord précisément parce que rares sont les analyses traitant côte-à-côte de la situation de la Turquie avec celle de la Russie, une lacune que la conjoncture géopolitique récente nous a conduit à vouloir combler. Ensuite, dans le contexte des affrontements persistants au Moyen-Orient et au rôle croissant joué par la Turquie et la Russie sur ces différents théâtres, il devenait de plus en plus essentiel de dresser les contours de leurs relations à l'ère post-soviétique.

En privilégiant l'étude des relations extérieures entre les deux pays les plus importants de la zone Pontique du point de vue populationnel (données 2016), soit la Russie et ses 146,5 millions d'habitants et la Turquie avec 78,7 millions, nous tentons de mettre en lumière les représentations, discours et positions politiques des deux États sur l'ensemble de cette aire d'influence. «Toute approche de la politique extérieure de la Turquie, toute analyse du rôle de ce pays dans les relations internationales font immédiatement ressortir l'importance du facteur géopolitique» (Billion, 1997 :11). Le recours à la géopolitique est souvent invoqué en période de grands bouleversements; elle fleurit dans l'Histoire lors de périodes de turbulences. Dans le cas de la Turquie cela se traduit par le fait d'être placée dans une position géographique où certaines constantes tendent à se manifester régulièrement.

La mer Noire, le Pont-Euxin de l'Antiquité, aussi désigné d'espace Pontique, est ce bassin maritime qui depuis plus de trois millénaires se trouve au centre des péripéties de l'Histoire. Situé au cœur de l'Eurasie, cet espace revêt une importance géopolitique majeure à l'ère post-soviétique contemporaine car il est plus

qu'une simple région géographique locale pour les relations Turquie Russie.

Il ne peut être simplement désigné en terme «régional» sans perspective continentale car au fil de l'Histoire il est apparu comme le pont entre Europe et Asie. Aujourd'hui, l'espace Pontique correspond en fait à une construction géopolitique d'États riverains – Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Russie, Turquie, Ukraine- et d'États non riverains, mais adjacents – Arménie, Azerbaïdjan, Grèce, Moldavie, États centrasiatiques-. Même ceux qui ne sont pas des États du littoral de la mer Noire en sont historiquement proches en ayant des liens étroits en tant qu'acteurs régionaux depuis l'Europe balkanique et orientale, jusqu'à l'aire eurasiatique.

La thématique

La thématique à laquelle s'intéresse cet article soulève deux dimensions particulières à examiner : d'abord la question du poids de l'héritage conflictuel entre continuités et ruptures dans les politiques turques mises en œuvre vis-à-vis Moscou. Dans quelle mesure cet héritage marque-t-il après la fin de la Guerre froide les positions du régime du Président Erdogan et la dynamique sous-jacente aux relations turco-russes? Ensuite, comment cette relation bilatérale est-elle affectée et remodelée par les changements de nature du système des relations internationales et la géopolitique régionale sur la période retenue, compte tenu que la politique menée par les États est souvent davantage guidée par des réalités géopolitiques (*Realpolitik*) qu'en obéissant strictement à un idéalisme politique?

Pour appréhender ces questions, nos pré-supposés de départ entendent attribuer un poids marquant aux positions internes des États, poids qui infléchit il va sans dire leurs positions en politique extérieure (voir Dagenais,

1980). De plus, notre analyse retient l'idée d'un retour de la géopolitique et ses conflits régionaux depuis la fin de la bipolarité de la Guerre froide et l'émergence d'un phénomène de prolifération des États qui a suivi. L'éclatement de l'Urss a produit la Fédération de Russie -21 républiques autonomes- dont la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, les trois républiques du Caucase (Arménie et Azerbaïdjan; Géorgie;) les cinq républiques d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan). La Tchétchénie, aujourd'hui membre de la Fédération de Russie, avait tenté en novembre 1991, soit un mois avant la dislocation de l'Urss, de proclamer son indépendance et lors de deux conflits armés subséquents (en 1996 et en 1999).

Le phénomène de multiplication des États tendrait à amoindrir la puissance géopolitique de l'espace russe comparé à l'ancien empire soviétique. Ce phénomène était impensable au cours de la Guerre froide car les problèmes des peuples, nations et de leurs territoires apparaissaient alors comme secondaires sinon révolus (Lacoste, 1995 :14). Aujourd'hui, il remet en cause l'équilibre des puissances et, en particulier, l'équilibre des forces entre la Russie et la Turquie. Disséquer la géopolitique de cet espace ne peut se faire qu'à travers une prise en compte de la diversité des peuples, des contraintes géographiques et des dispositifs institutionnels ou politiques qui nous rappellent toute l'importance de cette région pour la stabilité de l'ensemble du continent européen.

La suprématie déclinante de la Russie dans l'espace mer Noire avec la décennie 1990 entraîne une redéfinition du rôle de cette puissance dans la zone. La redéfinition de la puissance russe semble alors offrir ou redonner une sphère d'influence à la Turquie, adversaire héréditaire ou allié de circonstance dans l'espace Pontique. En tant qu'unique État

riverain de la mer Noire allié aux pouvoirs occidentaux et de la politique d'endiguement de Washington à l'endroit de la puissance russe, la Turquie représentait jusqu'à récemment, un cas à part dans la géopolitique Pontique (Serebrian, 2010 :67) ou de la Région intermédiaire (Filis, 2008 :353). Avec l'adhésion roumaine et bulgare à l'Otan en 2004, deux autres pays de l'espace mer Noire, ce statut turc d'exclusivité tend à s'atténuer.

Dans les années 1990, un discours politique s'affirme sur le «panturquisme»² où les dirigeants turcs de l'époque voyaient «le monde turc de la mer Adriatique à la mer de Chine». La Turquie va atténuer par la suite cette orientation dans sa politique extérieure devant des objectifs stratégiques nouveaux qui surgissent dans son voisinage immédiat. Quant à la Russie contemporaine, la référence à la notion de sphère d'influence se colore de panslavisme et d'eurasisme³, des termes messianiques appartenant à l'idéal laïc d'une Russie socialiste, termes à considérer aujourd'hui encore car intervenant dans la politique extérieure russe y compris avec la Turquie.

La théorie eurasiste prend sens en tant que version politique d'un discours identitaire (fonction géopolitique du panslavisme : panslavisme, eurasisme) sur la Russie. En théorie géopolitique, la notion d'Eurasie, jugée

² Panturquisme : «idéologie selon laquelle toutes les populations turcophones du monde partagent une même origine ethnique et ont vocation à se retrouver dans un ensemble politique commun» (Roy, 2004 :179). Le panturquisme peut être laïc ou teinté de panislamisme. Pendant des siècles l'ottomanisme a éclipsé l'idée de panturquisme. L'ottomanisme «désigne la nostalgie éprouvée pour l'Empire ottoman dont la légitimité religieuse se conjugait avec une grande diversité ethnique» (Roy, 2004 :179).

³ Nous reprenons ici la définition de Tapia (2009 : 4) : «L'eurasisme est une théorie politique et géopolitique Russe qui considère l'ensemble formé par la Russie et ses voisins proches, slaves et musulmans, comme un continent à part entière, appelé Eurasie».

comme très marquée idéologiquement (voir Tapia, 2009 :2) est vue comme un espace primordial pour qui voudrait dominer le monde. Considérée comme Eur-Asie, la Russie serait en réalité un autre continent, empruntant moins à l'Europe qu'à l'Asie et «défini par l'unité du monde russe orthodoxe et du monde turcique» (Laruelle, 2013 :641). En contexte incertain ayant suivi la chute de l'Urss, un néo-eurasisme très actif, symptôme d'un imaginaire géopolitique ancré en Russie, trouve échos en haut lieu à Moscou, notamment dans les écrits d'Alexandre Douguine, le conseiller personnel du Président Poutine, et dans certaines républiques centrasiatiques (Kazakhstan).

Ainsi, une certaine rhétorique géopolitique néo-eurasiste voit le monde turc comme « le principal élément orientalisant de la Russie présentée comme l'espace de rencontre des Slaves et des Türks⁴. Les néo-eurasistes lancent donc un discours de conciliation en direction des populations turcophones de la Fédération de Russie, «les invitant à s'approprier un État russe qui est aussi le leur» (Laruelle, 2013 :676).

Il existe en fait deux projets eurasiens dont l'un dirigé par la Turquie implique un espace russe tronqué et l'autre, avec la Russie pour moteur. Dans la version intégrale russe tout panturquisme est rejeté catégoriquement : « une Eurasie non russe amènerait la mort de la Russie et de l'Eurasie même...» car seule l'insertion dans le monde russe est gage d'universalité et de stabilité. Ainsi, «...le monde turco-musulman...ne devient une valeur positive universelle que lorsqu'il est intégré au monde russe» (Laruelle, 2013 : 676-678). Cette ambiguïté de taille du discours néo-eurasiste russe vise en réalité à dissuader les velléités d'indépendance de certains peuples Turco-

musulmans russifiés pour éviter de les voir se rallier à d'autres aires de civilisations comme celle du monde turc (ou iranien).

Marche à suivre méthodologique et objectifs

L'idée centrale au cœur de la présente analyse est celle définissant la géopolitique non pas comme une science mais bien plus comme une méthode d'analyse. La définition de la géopolitique est formulée ici comme étant l'étude de divers types d'enjeux de pouvoir et d'identité sur des territoires et sur les représentations qui leurs sont associées (Lasserre et Gonon, 2008 :14). Nous insistons sur «l'importance des discours et des représentations dans l'approche géopolitique, en particulier des discours historiques, vrais ou non, qui ont tendance à devenir des instruments pour légitimer les positions politiques» des États (Foucher, 1988, cité in Lasserre et Gonon, 2008 :14).

Faire ressortir les fils de la permanence ou du changement en réponse à la question de la politique étrangère des États, requiert de prendre en compte les rapports de l'homme à l'espace dans le temps. Il s'agit de retenir les coordonnées de saisie de la problématique des relations Turquie Russie dans l'espace et le temps afin de réaliser la description d'un processus sociopolitique et un décryptage des discours et images qui les accompagnent. Les lignes de la politique des États peuvent être expliquées par les facteurs de changement de la géopolitique que sont divers événements temporels de court, moyen ou long termes. Ces lignes de la politique des États peuvent être expliquées également par les facteurs permanents de la géopolitique dont les aspects identitaires (fonction géopolitique du panturquisme, du panslavisme et de l'eurasisme) et la géo-économie des ressources sont particulièrement importants à prendre en

⁴ Alors que le terme «turc» désigne les turcs de Turquie, celui de «türk» ou «turcique» désigne plutôt ceux d'Asie centrale et d'ailleurs (cf Tapia, 2009).

compte dans l'explication des relations Turquie Russie et leurs rapports de voisinage.

L'espace Pontique : délimitation géographique aux fins de l'analyse des relations Turquie Russie à l'ère post-soviétique

L'espace Pontique ou région mer Noire s'étend au-delà des territoires du littoral vers des zones adjacentes qui sont culturellement, politiquement et économiquement liées aux premiers. Pour les fins de notre analyse nous distinguerons quatre zones géographiques composant l'espace Pontique lui-même soit :

au Nord : l'Ukraine et la Fédération de Russie dont le Nord-Caucase; **à l'Est** : le Sud-Caucase (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) et les républiques de l'Asie centrale; **à l'Ouest** : les pays de l'ex-Yougoslavie (Bosnie-Herzégovine, Croatie, Kosovo, Macédoine, Serbie-Monténégro, Slovénie) plus Bulgarie, Grèce, Moldavie, Roumanie, pays dits «des Balkans» maintenant désignés par «Europe du Sud-Est»; **au Sud** : le territoire géographique de la Turquie est placé pourrait-on dire «au milieu du monde» (voir Josseran, 2016) soit un ensemble situé «au sud des régions Slaves et Caucasiennes de la mer Noire» et «au nord d'un Orient arabe bien distinct» (voir Foucher, 2010 :62).

Le choix de cette «délimitation territoriale» ne réfère pas à des frontières à proprement parler mais davantage à un ensemble ou espace global au sein duquel les relations Turquie Russie se déploient. Certains auteurs, d'abord Kistikis (2002) suivi de Filis (2008), ont pu désigner cet ensemble par la notion d'«Espace intermédiaire», notion théorisée par l'historien et géopoliticien Dimitri Kitsikis. Bien que cette notion d'Espace intermédiaire nous apparait pouvoir offrir un cadre d'analyse exhaustif de la problématique à traiter, elle ne fait pas ici l'objet des développements étant donné que nous

voulons restreindre le propos aux seules relations Turquie Russie.

Vu l'intérêt géopolitique que représente à nos yeux la problématique conjointe des relations Turquie Russie, notre choix s'est porté sur un examen visant à faire ressortir une vue d'ensemble des enjeux entre la fin de la Guerre froide jusqu'à aujourd'hui. Notre approche fait appel à la multidisciplinarité en ce qu'elle recourt tant aux données historiques, sociologiques, économiques, politiques que géographiques. Notre analyse empirique fait plus spécifiquement appel aux méthodes en sociologie de la connaissance comme l'analyse de contenu documentaire. Les relations Turquie Russie sont alors retracées à travers une variété de sources documentaires institutionnelles, politiques et académiques dont la cueillette recouvre un quart de siècle. Les relations turco-russes apparaissent ainsi à travers les thématiques successives qui les balisent entre 1992 et 2016 d'après une recension effectuée entre octobre 2015 et fin 2016 tant en ligne qu'en bibliothèque. La périodisation des faits est découpée en trois séquences afin de faciliter l'exposé : 1992 à 2001; 2002 à 2009; et 2010 à 2016. Ce découpage s'appuie sur des dates-clés ayant marqué la politique intérieure ou extérieure de la Turquie ou de la Russie dans leurs rapports.

Nous proposons ainsi un sommaire brossant en quelque sorte à grands traits les modalités des relations Turquie Russie (de fin 1991 à fin 2016) selon l'hypothèse suivante : des années de tensions stratégiques voire d'inimitié constante et de très longue date, mais également ponctuées de points communs pris en compte dans leur vision du monde pour l'élaboration d'alliances ponctuelles et conjoncturelles. Cette hypothèse découle du constat qu'entre la Russie et la Turquie, «les mobilités pour raisons économiques et les déplacements contraints de populations à la suite de guerres ont été

constants,... depuis la fin du XVIII^{ième} siècle» (Bruneau, 2015 :251).

Nos choix méthodologiques ont conduit à la réalisation d'une synthèse compilant des informations dites secondaires plus qu'en ayant recours seulement à des données primaires. Notons au passage que le corpus de textes examinés comprend entre autres des sources d'origine turques et russes ayant fait l'objet d'une traduction.

En définitive, notre objectif est de survoler les positions de la Turquie face à la Russie sur fond d'enjeux régionaux et tenter d'en cerner les zones de tensions particulières d'Est en Ouest et du Nord au Sud soit autour de la mer Noire. Cela toutefois sans prétention à l'exhaustivité dans le choix des événements retracés mais tout en insistant davantage sur les composantes identitaires et économiques de la géopolitique régionale dans la description des rapports entre protagonistes. Bien que prépondérantes dans les rapports contemporains Turquie Russie faisant ailleurs l'objet de multiples analyses, les questions propres au domaine énergétique sont ici laissées de côté, outre leurs quelques mentions sommaires.

1. Les relations Turquie Russie à l'ère post-soviétique dans l'espace Pontique de fin 1991 à 2001

Le déclin de l'URSS créant un vide politique en Eurasie a ainsi offert à la Turquie une occasion d'affirmer son influence économique, politique et culturelle sur les nouveaux États récemment indépendants. Désormais, Istanbul, «a une influence étendue sur l'Europe du Sud-Est, toutes les rives de la mer Noire jusqu'en Crimée (et au Tatarstan), le Caucase et l'Asie centrale» (Foucher, 2010 :62). Les rivalités Turquie Russie pour l'influence eurasiatique vont s'exprimer dès les débuts de la décennie 1990

et ce, dans toutes les sous-régions de l'espace Pontique du nord au sud et d'est en ouest.

1.1. Les rivalités Turquie Russie dans la zone Nord-Pontique

■ La région mer Noire et l'Union européenne après 1992

La désignation de la région de la mer Noire pour l'Union européenne (UE) réfère au processus d'intégration européenne des pays de l'Europe du Sud-est via le développement de l'Organisation de Coopération Économique de la mer Noire (OCÉMN). Cette organisation, fondée à Istanbul et établie le 25 juin 1992 (Déclaration d'Istanbul), mise en œuvre dès 1999 après ratification des États membres de l'époque, fonctionne par la suite avec douze membres⁵. Ses travaux sont vus comme défis et opportunités pour l'Europe dans la région mer Noire⁶ qui entend bien y déployer sa présence et y développer ses initiatives plus avant.

L'OCÉMN a pour objectif de favoriser des relations de bon voisinage entre les États membres afin de faire de la mer Noire un espace de stabilité et de renforcer la structure démocratique dans la région. Elle vise également à développer la coopération économique, sociale et technologique au sein de ces États. Les pays membres ont en fait convenu de créer une instance de coopération dans une région pouvant être particulièrement affectée par des tensions et des conflits qui divisent la région parfois depuis des décennies sinon des siècles. Ces pays soulèvent des craintes relativement aux conflits appréhendés aujourd'hui (Sèbe, 1996).

⁵ Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Grèce, Moldavie, Roumanie, Russie, Serbie, Turquie et Ukraine.

⁶ Valinakis, *The Black Sea Region : Challenges and Opportunities for Europe*, Institute for Security Studies –Western European Union, Chaillot Papers, vol. 36, July 1999, cité in Filis (2008 :75).

Un autre projet est encore établi en 1993 par l'UE dans la zone : TRACECA⁷, dont la Turquie est membre alors que la Russie n'est pas invitée à en faire partie. L'UE veut en faire un réseau reliant trois régions via le train et l'autoroute (Moyen-Orient/ Caucase/ Asie centrale). Le programme est un instrument pour accroître le rôle des ports de la mer Noire dans l'activité des marchés globaux.

La région mer Noire devient ainsi une entité géopolitique centrale avec les élargissements successifs de l'Union européenne. Ce mouvement d'avancée vers l'Est est présenté comme une progression de l'intégration des divers États dans l'UE qui souhaiterait renforcer la sécurité et la stabilité de la région tout en y encourageant la coopération.

■ *Les anciens conflits Turquie Russie*

La fin du système bipolaire international a marqué les positions de la Turquie face à la Russie non seulement dans leur rivalité idéologique mais surtout géopolitique. Les velléités d'influence voire d'hégémonie n'ont pas tardé à se manifester de la part de la Turquie alors que la Russie possédait une longue histoire de contrôle voire de domination sur les pays en zone eurasiatique. Leurs discours respectifs sur l'Eurasie et l'eurasisme (ou eurasiisme) proclament l'importance des populations de ces régions les percevant comme une synthèse particulière des cultures européenne et asiatique (Tanrisever, 2004 :127-128).

Pour ce qui est des avancées russes vers les mers chaudes, elles ont pu souvent se réaliser au détriment de la Turquie : la perte de la province de Crimée, par exemple au 18^{ième}

siècle, du Nord-Caucase suivi du Sud-Caucase, des Balkans... Sans parler des turcophones d'Asie centrale ayant perdu progressivement leur indépendance au 19^{ième} siècle.

L'expansion russe vers le sud, vers la mer Noire, débute en fait au 14^{ième} siècle, confirmant de très longue date le handicap majeur de la Russie en terme géopolitique : soit, sa vastitude couplée d'un très faible accès aux mers chaudes. La conquête s'est poursuivie au 16^{ième} siècle des terres situées au Nord de la mer Noire où la population est alors majoritairement musulmane et turcophone. Une conquête qui s'est achevée par la défaite des musulmans. Aux 17^{ième} et 18^{ième} siècles, les Russes ont réduit le territoire des Tatars à la Crimée et à son arrière-pays (Bruneau, 215 :235). La conquête russe des terres du sud de l'Ukraine et du Caucase qui s'est longtemps poursuivie a consisté en de nombreux endroits à les vider de leur population, souvent musulmanes, et à les remplacer par des populations chrétiennes ottomanes, des Grecs et des Arméniens surtout (Bruneau, 06- 2015).

Les nombreuses guerres entre la Russie et la Turquie, une douzaine dans l'histoire, ont poursuivi le mouvement jusqu'au 20^{ième} siècle, où les Russes «parvinrent au seuil du succès, sans finalement réussir à prendre en charge la direction de l'Empire du centre», Constantinople c'est-à-dire Istanbul aujourd'hui (Kitsikis, 2002 :109). Certains épisodes, comme le conflit de 1877-78, ce sont toutefois avérés particulièrement traumatisants pour les Turcs car l'armée russe s'est approchée à quelques kilomètres seulement de la cité stambouliote ! Les protestations des puissances européennes auraient alors empêché les soldats russes d'attaquer la ville. De même en 1915, la fermeture des Détroits du Bosphore et des Dardanelles par le gouvernement ottoman, appuyé par les Alliés occidentaux, explique la défaite militaire de la Russie empêchée de

⁷ Transport Corridor Europe-Caucase-Asie : est un programme de transport international impliquant l'Union européenne et 14 États membres de l'est, du Caucase et de l'Asie centrale.

poursuivre la bataille car privée d'approvisionnement en munitions pour ses soldats⁸.

On est donc ici en présence d'un espace d'échanges entre deux ex-empires dont le russe est jusqu'à la Première Guerre mondiale, en constante progression aux dépens de l'ottoman (Bruneau, 2015 :251) avec toutes les conséquences qui en découlent sur leur type de relations subséquentes. La Turquie, située à la frontière nord-orientale avec la Russie, est aujourd'hui l'«héritière d'un espace pontique et caucasien ottoman dont elle a accueilli une grande partie des populations musulmanes refoulées par les conquêtes de son puissant voisin du Nord...» (Bruneau, 215 :233). Elle tend donc à se poser en protectrice des musulmans de Russie méridionale (Abkhazes, Adjares, Adyguéens, Avars, Balcares, Caratchaïs, Circassiens, Ingouches, Meskhètes, Tatars, Tchétchènes). Sans oublier la présence très forte de diasporas caucasiennes et balkaniques en Turquie, facteur additionnel qui dicte l'intérêt d'Ankara vers ces régions. Héritages de ce lointain passé, quelques litiges territoriaux et maritimes subsistent entre les pays riverains de la mer Noire: Bulgarie, Géorgie, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine (Géostratégie de la mer Noire,...30-12-2015). En dépit des litiges, des périodes ponctuelles de coopération Turquie Russie ont existé même du temps d'Atatürk et de Lénine par exemple.

■ *La Russie post-soviétique et les nouvelles rivalités avec Ankara*

Après 1991, la Russie s'est retrouvée dans une situation géopolitique nouvelle avec la Turquie en mer Noire comme rivale principale, après presque un siècle d'absence (1918 à 1991). Si la Fédération de Russie est considérée comme

la continuatrice de l'Union soviétique dans la zone, son territoire n'en couvre plus que les trois-quarts et sa population, 55% de ce qu'elle était; ce qui ne peut que modifier radicalement ses capacités géopolitiques et tout son système de fonctionnement.

La situation de la Russie dans l'espace Pontique, modifiée après 1991 du fait du littoral surtout caucasien sur la mer Noire est devenue une zone enclavée. Les populations turcophones qui s'y trouvent, souvent hostiles à Moscou, forment une sorte de barrière ethno-géographique. Malgré celle-ci, la Russie est présente à la frontière turco-arménienne avec ses troupes. En outre, on peut ainsi percevoir les limites de la nouvelle géographie Pontique russe devant les nationalismes déjà désireux de s'affirmer au Nord-Caucase comme les Adyguéens ou Tcherkesses, par exemple, qui représentent 23% de la population. Et que dire du conflit tchétchène fortement dégradé avant même la fin de l'Urss tel que déjà noté plus haut.

Au fur et à mesure de l'implosion du bloc soviétique, d'autres régions vont faire l'objet des luttes d'influence entre Ankara et Moscou tout au cours de la décennie 1990 et au-delà. Ankara apparaît comme l'un des principaux acteurs dans le soutien apporté aux dissidences musulmanes susceptibles de fragiliser la Fédération de Russie au Nord-Caucase par exemple en Tchétchénie, au Daghestan, en Ossétie ou en Kabardino-Balkarie. Dans les conflits régionaux, la Russie cherche à empêcher les interférences extérieures. Lors de la première guerre Tchétchène au Nord-Caucase en 1996, qui reprend en 1999, la Russie accuse la Turquie d'aider les combattants et les activités clandestines tandis qu'Ankara affirme se limiter à une aide humanitaire aux civils. En revanche elle accuse les Russes de soutenir les Kurdes de Turquie

⁸ Voir Filis (2008 : 88) relatant les mémoires de l'ambassadeur américain de l'époque Henry Morgenthau.

(du parti PKK) via l'établissement d'une Maison Kurde à Moscou (Olson, 1998).

Toujours dans l'espace Nord-Pontique, l'un des premiers États au monde à annoncer officiellement la reconnaissance de la souveraineté de l'Ukraine (proclamée le 24 août 1991), son voisin du nord du bloc ex-soviétique, est la Turquie le 16 décembre 1991. Ces deux pays partagent depuis longtemps des liens historiques, géographiques et culturels. Ils sont tous deux membres de BLACKSEAFOR et de l'OCEMN.

Il est vrai que l'Ukraine, avec sa composante turque offre un paysage ethnique différent de ses autres régions septentrionales. La Crimée compte une communauté (12% à 13% de la population locale) de Tatars turcophones (sunnites), un facteur pouvant être utilisé par Kiev afin d'amoindrir la proportion des russes en Crimée (appels aux retours, naturalisations facilitées). L'une des caractéristiques de cette région est donc d'apparaître comme ayant été rattachée au sud de l'Ukraine de manière artificielle (Serebrian, 2010 : 45).

Malgré la présence de l'Ukraine, la Russie demeure cependant celle qui domine encore l'ensemble du littoral Nord-Pontique car s'y trouve une succession ininterrompue de bases militaires «russes». La Crimée (bientôt annexée en 2014) comptant le plus de bases militaires de la flotte russes dans la mer Noire est déterminante pour l'accès des Russes à celle-ci. Les aspirations persistantes de grande puissance de la Russie dans la région mer Noire reviennent donc plus que jamais en force à l'ère post-soviétique.

Les nouvelles orientations prioritaires de la Turquie pendant cette phase de 1992 à 2001 vont aller, outre vers l'espace Nord-Pontique, vers les États caucasiens et centrasiatiques à l'Est de même que vers les pays balkaniques à

l'Ouest, comme nous le verrons successivement.

1.2. Les rivalités Turquie Russie dans la zone est de l'espace Pontique

La position turque dans la zone est de l'espace mer Noire proclame la relation spéciale entre la Turquie, le Caucase et les républiques centrasiatiques ainsi que leurs affinités ethniques, linguistiques, religieuses et culturelles communes. Cette position est formulée à ce moment en coordination avec l'Occident et avec les États-Unis en particulier. Ces visées en politique étrangère qui défendent les droits historiques de la Turquie sur des parties de l'Eurasie ne peuvent qu'entrer en conflit avec le discours russe de l'«étranger proche» (Tanrisever, 2004 :129). Cette notion pour la Russie s'appuie en effet sur la préservation de son héritage historique et spirituel.

■ **Les conflits du Sud-Caucase**

La Turquie est le premier État au monde à reconnaître le 9 novembre 1991 l'indépendance de l'Azerbaïdjan, ainsi que de l'Arménie, nouveaux États Sud-caucasiens. Ce geste est le témoignage concret de la nouvelle politique transcaucasienne de la Turquie qui a aussitôt soulevé les réticences de Moscou (Vaner, 1995). La Turquie et l'Azerbaïdjan entretiennent en effet une coopération très étroite non seulement au niveau économique mais en plus en matière militaire. Dans la dispute territoriale Azérie-Arménie au Nagorno-Karabakh, enclave arménienne de l'Azerbaïdjan, la Turquie fut priée par Moscou de s'en tenir éloignée et fut même directement –si non officiellement– menacée de représailles nucléaires à son endroit (Tanrisever, 2004 : 137). Ce conflit dans la région est même alors considéré comme une menace à la sécurité internationale.

La politique turque entend consolider les gains d'autonomie des nouveaux États face à la Russie, tout en cherchant à devenir acteur majeur pour assurer ses propres bénéfices économiques et sécuritaires dans la zone. Malgré le traité d'amitié russo-turc signé en 1992⁹, les positions turques entretiennent un climat de méfiance où le Caucase apparaît comme une zone d'influence dont les visions de l'ordre régional eurasiatique sont différentes et vont continuer de s'affronter entre la Russie et la Turquie. Par exemple, l'Azerbaïdjan en 1994, consolide sa politique d'alignement sur cette dernière en favorisant l'idéologie panturque en termes culturels. Ensemble, ce pays et la Turquie, tous deux membres du Conseil turcique, ont des aspirations à un rôle sinon hégémonique dans la région, assurément plus actif.

Néanmoins, en janvier 1995, un nouveau protocole d'accords est signé entre les États turc et russe afin de prévenir le terrorisme, suivi d'un autre l'année suivante, en vue d'une position commune pour contrer les mouvements sécessionnistes dans toute l'aire caucasienne (Olson, 1998 : 221-223).

«L'effondrement de l'Urss et l'éclatement du Caucase qui suit (guerre arméno-azérie, conflits internes à la Géorgie confrontée aux sécessions abkhaze¹⁰ et adjare¹¹) ont ouvert à la Turquie de l'après-guerre froide de nouvelles possibilités d'intervention dans ces régions : soutien à l'Azerbaïdjan contre l'Arménie, soutien temporaire au sécessionnisme adjar,

intervention enfin en Géorgie...», les turcs jouant ici le rôle d'alliés des Américains dans la région notamment pour la formation de l'armée géorgienne ou l'aménagement d'un nouvel aéroport à Tbilissi (Chauprade, 2010).

Le rôle de la Turquie au Sud-Caucase peut également s'appuyer sur un droit garanti par traités internationaux pour les régions particulières que sont l'enclave du Nakhichevan en Azerbaïdjan (Traité de Kars 1921, art.3) et l'Adjarie (ayant longtemps été sous contrôle de la Turquie), république autonome de la Géorgie, en vertu du même Traité (art. 6 à 9).

L'espace caucasien de la fin des années 1990 devient très intégré au système de relations de sécurité du Moyen-Orient. Et ce processus veut représenter la réintégration de la région à ses liens historiques avec le sud¹².

■ *Une lutte d'influence en Asie centrale*

Après 1992, l'ancienne direction politique prioritaire de la Turquie en Méditerranée tend à se réorienter vers l'espace Pontique et l'Asie centrale à la faveur d'une présence maintenant mieux reconnue d'importantes communautés turques ou turciques dans presque tous les pays de la zone¹³. Dès le début de la décennie, la Turquie entend déployer un leadership proactif en Asie centrale (Van Gent, 1992). Elle entend ainsi y consolider les relations émergentes avec les peuples des autres républiques turques (Turan, Turan, 1998). Une nouvelle politique culturelle apparaît aux dirigeants turcs comme un moyen de tirer bénéfices des liens ethnoculturels qui l'unissent aux nouvelles républiques turcophones afin de

⁹ Le 25 mai 1992, s'ouvre une nouvelle page d'histoire par la signature d'un traité sur les principes des relations entre la République de Turquie et la Fédération de Russie. Ce traité d'amitié et de coopération confirme l'engagement des deux parties à introduire de nouvelles dimensions à leurs relations.

¹⁰ Beaucoup d'Abkhazes qui étaient des musulmans ont émigré au XIX^e siècle dans l'empire ottoman.

¹¹ Les Adjares sont des Géorgiens musulmans soumis aux Ottomans entre 1614 et 1878.

¹² Cornell, E., «Geopolitics and Strategic Alignments in the Caucasus and Central Asia», Centre for Strategic Research, *Perceptions*, vol. IV, No 2, June-August 1999, cité in Filis (2008 : 74).

¹³ Pour une recension détaillée des populations turques ou turciques dans les pays de la zone Pontique voir Serebrian, 2010 : 72 sq.

parvenir à s'affirmer comme puissance du système eurasiatique (Pahlavi, 2002). On peut y discerner des orientations privilégiées d'intérêt qui se définissent tant par l'histoire que par la contemporanéité de ce pays.

Avec la dislocation de l'Urss, qui a pu surprendre les autorités d'Ankara, l'Asie centrale est alors devenue chasse-gardée surtout des ultranationalistes turcs. Malgré tout, poussée par les États-Unis comme par l'Europe, la Turquie multiplie les initiatives, contacts, sommets, congrès et tente d'établir des relations au niveau institutionnel sans oublier les initiatives à caractère purement commerciales. Par exemple, la multiplication d'organismes –TIKA¹⁴; TÜRKSOY¹⁵- et autres fondations dès le début en 1992, ainsi que la création d'outils économiques et d'entreprises ont permis l'installation de migrants-investisseurs tant en Turquie que dans les républiques d'Asie centrale. Si les gouvernements turcs successifs ont massivement investi dans les relations turco-turciques et que la liste des mesures prises et des accords signés est impressionnante, le bilan général de ces opérations sera plus tard jugé modeste de l'avis des observateurs et des Turcs eux-mêmes (voir Tapia, 2009).

En revanche, les partisans russes estiment que les nouveaux États centrasiatiques appartiennent à la sphère d'influence de la Russie, entité «une et multiple» (Rekawicz, 1997) en tant que son «étranger proche». En

1993, une proposition turque entérinée par les nouvelles républiques visait à créer une union douanière et tarifaire; pour Moscou il s'agit d'un complot hostile de la part de la Turquie et de l'Occident afin de miner l'influence russe dans la région. De plus, la politique turque au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) conjuguée à la perspective de l'élargissement de l'OTAN vers les anciennes républiques soviétiques n'a pu qu'exacerber les tensions avec la Russie (Hill, Taspinar, 2007).

En réalité, l'indépendance des nouvelles républiques centrasiatiques au début de la décennie 1990, n'est pas encore solide et surtout venant de sortir du giron soviétique ces nouveaux États se refusent à un nouveau *grand frère* qui s'impose à eux. Les «contradictions internes à l'Asie centrale turcophone sont nombreuses et les dirigeants nationaux cherchent d'abord à assurer leur pouvoir et à construire leur État-nation sur fonds de litiges frontaliers et d'exodes de populations » (Tapia, 2009 :8). Certains désignent alors la nouvelle Asie centrale comme « la fabrique des nations » (Roy, 1997). En effet, les populations russophones, craignant de vivre des conflits identitaires avec les musulmans des États centrasiatiques ont préféré migrer vers la Russie. Ces populations craignaient la reproduction des affrontements localisés au Caucase –Karabakh; Tchétchénie-, en Asie centrale –Tadjikistan- ainsi que les nombreux autres différends ethniques appréhendés pouvant surgir sur le territoire de l'ancienne Urss.

Certes, la Russie, suite à l'implosion de l'Urss et faute de moyens, a pu voir avec déplaisir et irritation ces déploiements occidentaux -lire Turquie et Américains- dans son ancien bastion centrasiatique. Ceci d'autant plus que 1999 marque l'adoption par le Congrès américain du *Silk Road Strategy Act*, un projet d'ouverture d'un corridor énergétique contournant le

¹⁴ TIKKA ou Agence turque de coopération et de coordination créée en 1992 est une organisation d'aide sous la responsabilité du Ministère des Affaires étrangères de Turquie ayant pour mission de répondre aux besoins de développement et d'adaptation des républiques turciques après la désintégration de l'Union soviétique. (Traduction libre de http://www.tika.gov.tr/en/page/history_of_tika-8526).

¹⁵ TÜRKSOY est l'administration conjointe de la culture et des arts turcs dont la Turquie est pays membre fondateur en 1993.

territoire russe par le sud (*Espace*, 2015). En 2000, une stabilisation du régime russe attendue avec l'élection de Vladimir Poutine comme Président dont la personnalité, peu contestée sur la scène intérieure, vient à nouveau changer la donne. Les relations Russie Turquie vont dès lors s'intensifier à commencer par la première visite bilatérale officielle après 32 ans d'un Président russe dans ce pays. L'ancien Président Boris Eltsine s'était rendu à Istanbul mais pour participer à des sommets internationaux. La Russie peut alors réapparaître plus favorablement, au nom du statut de puissance retrouvée, devant des acteurs centreasiatiques locaux souvent déçus du manque de planification, de moyens ou de constance de la part des représentants turcs et occidentaux.

Néanmoins, la Turquie souhaite poursuivre son implication tant au Caucase qu'en Asie centrale. Dans cette optique, le 16 novembre 2001 un plan d'action pour la coopération Russie-Turquie en Eurasie est adopté à l'ONU annonçant la formation d'un groupe de travail conjoint pour janvier 2002. «Ce partenariat vise à faciliter la pénétration des actions de la Turquie dans la zone tout en accommodant les intérêts russes» (Tarrisever, 2004 : 153). Les deux États tentent alors de normaliser leurs relations via des positions convergentes en direction de l'Occident : la Turquie veut rejoindre l'UE alors que la Russie souhaiterait s'en rapprocher. Cet aboutissement conjoint des initiatives Turquie Russie en vient à questionner l'idée même d'Eurasie dans le discours en politique étrangère de la Turquie.

Quant à la Russie, sa vision eurasiatique aurait échoué (voir Trenin, 2001), tant comme notion historique ancestrale que comme réalité physique ou géopolitique plus récente, du fait même de la prolifération de nouveaux États à la recherche de souveraineté retrouvée aussi bien en Asie qu'en Europe. La prolifération des États

depuis la dislocation de l'ancien bloc soviétique ayant pour conséquence géopolitique l'instauration de tout un processus de reconstruction globale de cet espace. On peut alors considérer que jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, les relations Turquie Russie y sont caractérisées par une rivalité géopolitique entre deux puissances en admettant que la Turquie ait pu atteindre le statut de puissance régionale jusque-là. La Turquie voit ses horizons s'élargir au-delà de son rôle attiré par l'Occident de simple verrou du système Atlantique (OTAN) et de sentinelle du flanc le plus oriental face à la Russie. À l'est, elle entend renouer des liens privilégiés avec les populations turcophones de l'ancien espace soviétique du Caucase et de l'Asie centrale. À l'ouest, elle veut retrouver dans les pays des Balkans une influence perdue mais ravivée à la faveur de la tragédie yougoslave pour se joindre enfin à une Europe jugée garante du développement économique et social, comme nous le verrons maintenant.

1.3. La lutte d'influence Turquie Russie à l'ouest sur les pays des Balkans

La rivalité Turquie Russie ne peut manquer de se déployer également sur les pays des Balkans ou d'Europe du Sud-est. Au début du conflit en ex-Yougoslavie, la Turquie va défendre la même position que la Russie à savoir le maintien de l'intégrité territoriale yougoslave sous la direction de la Serbie. Mais leur position respective change quand la désintégration de l'entité yougoslave se confirme à travers la guerre en Bosnie-Herzégovine (1992-1995). Alors que Moscou soutient l'autorité de Belgrade, son allié slave dans les Balkans, la Turquie se montre plutôt alliée des Bosniaques notamment en soutenant la signature des Accords de Dayton¹⁶. Les liens

¹⁶ Les Accords de Dayton, signés le 14 décembre 1995 entre les présidents yougoslaves Milosevic, bosniaque Izetbegovic et croate Tudjman visaient à

historiques étroits de la Turquie avec les populations musulmanes de la région expliquent en partie cette prise de position.

L'influence de la Russie dans la région balkanique au nom d'un passé russe protecteur des slaves ou des chrétiens orthodoxes apparaît à certains comme surfait. Néanmoins, dans le passé il est vrai que la Russie a tenté de contrôler la majeure partie des Balkans en vertu de la formation d'une grande Bulgarie regroupant tous les États chrétiens balkaniques, et ce, en vertu des dispositions du Traité de San Stéfano¹⁷ imposé par l'Empire russe à l'Empire ottoman grâce à ses victoires dans la Guerre russo-turque de 1877-1878.

Dans une période de rivalité politique avec Ankara, la Russie ne semble plus montrer de «grande vision stratégique et n'a plus les moyens, économiques ou militaires, d'être un protecteur efficace de ses alliés orthodoxes» (Rupnik, dir., 1996). Tout au plus, Moscou à titre de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, a-t-elle une certaine capacité d'obstruction devant les velléités occidentales soutenues par l'OTAN sur le terrain.

Mais en 1997, leur rivalité devient plus tendue quand les Russes veulent vendre un système de missiles aux voisins de la Turquie : à l'Arménie, à Chypre dans sa partie grecque ainsi qu'à la Syrie. Compte tenu que les turcs prennent la menace très au sérieux et après négociations, les Russes décident plutôt de placer les missiles sur l'île de Crète... Suscitées par la guerre en Yougoslavie, ces tensions et conflits en Méditerranée soulignent la

dangerosité extrême des rivalités avec Moscou aux portes de la Turquie. Cette dernière craint même que ces hostilités puissent nuire à ses relations avec les alliés occidentaux, dont l'OTAN, également engagé dans les querelles des Balkans¹⁸. Cet engagement occidental aura pour effet de limiter pour un temps du moins, d'autres interventions à l'est dans la région de la mer Noire.

Présents dans les Balkans non seulement en Bosnie, les Turcs vont aussi soutenir les Albanais musulmans du Kosovo lors de la crise qui, avec l'appui américain, les oppose à la Serbie en 1999 (Kut, 2000). Cette assistance va conduire à instaurer des liens aussi avec l'Albanie, traditionnellement proche de l'État ottoman dans le passé. En outre, des relations économiques en faveur des entrepreneurs musulmans turcophones dans la région sont également rétablies, confirmant de ce fait les velléités plus commerciales d'Ankara en y intervenant.

Au Kosovo, par sa coopération multilatérale et bilatérale, la Turquie a maintenu sa contribution tout au cours du conflit: soutien aux négociations de Rambouillet, accueil de 10000 réfugiés Kosovars et rejoint l'OTAN dans la guerre contre les forces de Milosevic (Toumarkine, 2003 :3). Les discussions de paix ont certes renforcé la position des alliés locaux de la Turquie, la minorité turque et les Kosovars ainsi que celle d'Ankara elle-même dans les Balkans, tandis qu'elles ont affaibli les leaderships serbe et russe, apparemment hostiles à l'époque à tout processus de paix.

L'influence de la Turquie s'affirme dans toute la zone Ouest-Pontique à cette époque. Ainsi, la Bulgarie, jusque-là hostile à Ankara, va entamer une politique de réconciliation avec elle (voir

mettre fin aux combats interethniques en Bosnie-Herzégovine.

¹⁷ Ce traité (1878) démembrait l'Empire ottoman privé d'une grande partie de ses territoires chrétiens dans les Balkans : la Roumanie, la Serbie, le Monténégro, la Bosnie et l'Herzégovine. Les puissances occidentales réagirent en organisant le Congrès de Berlin. C'est après le Traité de Berlin que l'Empire ottoman devient en grande partie musulman.

¹⁸ En 1999 : bombardements de l'OTAN contre la Serbie et instauration du protectorat des Nations-Unies sur le Kosovo.

Serebrian, 2010 : 214-215). Le principal litige dans les relations bulgare-turques concerne le statut de l'importante minorité turque. Désireuse de favoriser la régularisation de ce statut ainsi que l'amélioration des conditions de vie de cette communauté sur le territoire de la Bulgarie, la Turquie va soutenir l'entrée dans l'OTAN de l'État Bulgare (ainsi que de la Roumanie) en 2004.

Pour d'autres différends entre pays balkaniques, dont Macédoine et Grèce, la Turquie s'est rangée au côté du premier voulant rapidement peser de tout son poids de nouvelle puissance régionale. Les Turcs macédoniens avec les Albanais ont entrepris la création de plusieurs partis politiques communs dont deux partis albano-turcs (Serebrian, 2010 : 193) sans doute sous l'impulsion d'Ankara. Mais la signature par Ankara d'un traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération avec la Macédoine seulement en 1995, est apparue tardif par rapport à ses initiatives de 1991-1992 avec les autres pays balkaniques alliés.

Dans le conflit bosniaque ou d'autres différends, la politique turque via l'alliance avec l'Albanie a pu chercher à constituer un bloc solide au sud des Balkans. Ce bloc visait à écarter la construction dans la région d'un quadrilatère orthodoxe formé par les Yougoslaves, la Grèce, la Roumanie et la Bulgarie, alliés de Moscou, des États assez proches avant 1991 : «Une telle coopération aurait empêché l'expansion de toute influence turque dans le Sud-Est de l'Europe» (Serebrian, 2010 : 189) et aurait plutôt pu avantager les forces russes.

Une fois stabilisée, la situation politique dans les Balkans, au Kosovo en particulier, tous les États de la région se sont tournés vers l'Union Européenne (Tanrisever, 2004 :153). Ce dénouement rapide a eu pour effet d'atténuer significativement l'influence de la Russie dans la région. Mais aussi, celle de la Turquie, car la

désignation de «Europe du Sud-Est» par les instances européennes, en remplaçant celle de «Balkans», veut marquer l'appartenance à l'Europe de cette région et non son caractère et ses influences issus du passé ottoman. Dans ce contexte, le prestige de la Turquie est quand même rehaussé par l'obtention du statut de candidat à l'UE en 1999 au Sommet européen d'Helsinki, peut-être en guise de prix de consolation!

En dépit des tensions présentes Turquie Russie dans les Balkans, leurs relations économiques et commerciales se maintiennent dans la foulée et plusieurs ententes économiques sont signées entre les représentants officiels turcs et russes (fournisseurs d'énergie et d'armes). La priorité est mise sur les facteurs économiques de leurs liens et aucun pour parler sur leur rivalité géopolitique pourtant confirmée au Caucase et en Asie centrale à l'époque ne se tiendront alors (Tanrisever, 2004 :149). En 2001, à l'occasion d'une visite officielle en Turquie du Premier ministre russe de l'époque, Evgueni Primakov, l'importance d'étendre la coopération Russie-Turquie aux relations multilatérales est mise en avant ainsi que la nécessité d'harmoniser les efforts conjoints pour solutionner les conflits dans l'ensemble de la zone eurasiatique¹⁹.

Si la Turquie a atteint un certain succès en projetant son influence dans les Balkans, tel que vu ci-dessus, son impact très variable selon les pays indique une performance mitigée en partie déterminée par un contexte d'économie turque dégradée. Néanmoins, les projets de la Turquie sont fortement soutenus et diffusés par un conseiller du Président Erdogan, Ahmet Davutoglu, un professeur prolifique qui publie au printemps 2001 les orientations en politique

¹⁹ Annoncé dans *Cumhuriyet*, 8 juin 2001 cité dans Tanrisever (2004 :150).

extérieure de son pays : *Profondeur stratégique*²⁰.

1.4. Vers une nouvelle convergence Turquie Russie en Eurasie.

À la suite des attaques du 11 septembre 2001 (du World Trade Center de New-York), le ministre turc des Affaires étrangères de l'époque, İsmail Cem, présente au nom de son gouvernement, un projet officiel de «dialogue entre les civilisations occidentale et islamique» (Kitsikis, 2002 :113). La Turquie semble en phase avec l'orientation de lutte anti-terroriste que Washington a souhaité donner à la coopération de défense. L'inclusion de la Russie dans la coalition antiterroriste menée par les États-Unis est l'un des développements importants de l'après 11 septembre.

Ainsi, des discussions se tiennent conjointement entre les responsables militaires turcs et russes traitant de questions militaires bilatérales, de coopérations techniques militaires, des relations Russie-OTAN, du terrorisme international, des plans de défenses américains et de la sécurité européenne. Un accord Russie-Turquie est même signé en vue de favoriser l'expansion de la coopération militaire ainsi que la formation.

Enfin, le 6 novembre 2001, les ministres turc et russe des Affaires étrangères (İsmail Cem, Igor Ivanov) signent à New-York, le *Plan d'action pour la coopération entre la République de Turquie et la Fédération de Russie en Eurasie : de la coopération bilatérale au partenariat multidimensionnel* (voir Tarrisever, 2004 : 127) [traduction libre]. Ce document appelle explicitement à un partenariat Turquie Russie pour sortir des problèmes régionaux en Eurasie ce qui inclut Balkans, Russie, Turquie, Caucase

et Asie centrale, tous caractérisés par la présence de la double culture européenne et asiatique. La signature d'un tel document aurait été impensable juste cinq ans plus tôt en 1996, alors que Turquie et Russie se voyaient en rivaux en Eurasie. L'entente est motivée par des orientations de politique étrangère qu'Ankara et Moscou veulent maintenant plus convergentes. Elle permet d'explorer leur nouvelle «amitié» en vue de déterminer le potentiel de développement de saines relations bilatérales entre elles comme nous allons maintenant l'examiner.

2. À la recherche de nouvelles convergences dans les relations Turquie Russie de 2002 à 2009

À partir de 2002, la victoire de l'AKP et l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement islamo-conservateur amènent Ankara à vouloir déployer une nouvelle légitimité musulmane sur la scène internationale. Outre de participer aux activités des pays pro-occidentaux du G-20, la Turquie entend donc maintenant jouer un rôle de leader et de modèle comme pays musulman moderne sur la scène régionale.

2.1 Une nouvelle orientation au sud de la Turquie au Moyen-Orient

Avec l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le parti islamiste «de la Justice et du Développement», c'est un nouvel épisode qui s'ouvre en politique turque. Un tout nouveau Cabinet dirigé par Recep Tayyip Erdoğan se met en place en 2003. Ahmet Davutoğlu conseille dans l'ombre le Président avant d'être nommé Ministre des Affaires étrangères en 2009. Il sera la cheville ouvrière de toute la politique extérieure d'Ankara en promouvant une approche multidirectionnelle à la recherche de convergences selon le slogan «Zéro problème avec les voisins». Cette formule consiste à

²⁰ *Strategik Derinlik, Turkiye'nin Uluslararası Konumu [Strategic Depth, Turkey's International Position]*, Istanbul, Kure, 2001 (sans traduction anglaise ou française).

rechercher des solutions à tous les conflits de voisinage – Serbie, Grèce, Iran, Irak, Syrie et Arménie - ce qui procure à la Turquie de nouvelles possibilités de projections territoriales (voir Minassian, 2010 :2).

Pour Davutoglu, le retard pris à tous points de vue par le monde musulman est une préoccupation récurrente de ses écrits : «La Turquie est l'éclaireur du monde islamique sur les routes de la mondialisation... De Sarajevo à Bagdad en passant par Istanbul et Grozny, une même communion d'âme existe : l'islam et le souvenir de l'Empire Ottoman»²¹. D'État périphérique, la Turquie doit passer à celui d'État pivot et parvenir au stade de puissance globale²². La politique étrangère soutenue par Davutoglu se veut des plus active «sans arrêts ni pauses» si bien qu'en 2003 seulement, les membres du gouvernement ont visité 60 pays!

Le 1^{er} mars 2003 survient ainsi de façon surprenante le veto turc à la guerre en Irak, début d'une diplomatie d'autonomisation de la Turquie à l'endroit des américains. Le Parlement rejette à seulement trois voix près, la motion permettant le passage des troupes américaines sur leurs propres bases militaires en territoire turc. Ce refus d'Ankara de participer à l'attaque contre l'Irak révèle les contradictions des dirigeants de l'AKP pourtant élus sur leur accord en faveur de la guerre voulue par les États-Unis. Mais ce refus est révélateur de tensions et même de craintes que suscitent en Turquie les intentions de Washington avec son projet de remodelage du Moyen-Orient (Josseran, 2010). Ces intentions américaines et de l'OTAN sont concrétisées avec l'Istanbul

Cooperation Initiative²³ de juin 2004 en faveur du *Grand Moyen-Orient* constituant l'un des principaux efforts occidentaux dans la région.

Soucieuse de se poser en défenseur des pays musulmans, la Turquie participe en 2004 à l'Organisation de la Conférence islamique –dont elle est membre depuis 1969- et, avec la Ligue arabe soutient le projet d'une « Alliance des civilisations» à l'ONU proposé notamment par le gouvernement Erdogan. Dans la foulée et en vue d'obtenir une reconnaissance maximale auprès de la rue musulmane, celui-ci entame une critique de son alliance avec Israël dont la coopération réciproque, sous l'impulsion des États-Unis, s'était beaucoup développée jusque-là. Une rupture avec Israël éclate le 31 mai 2010 lors de la crise du navire Mavi Marmara qui survient au moment du secours turc à Gaza alors sous attaque israélienne.

Sur la scène intérieure en politique turque, 2007 marque la fin du premier terme du gouvernement de l'AKP. Ahmet Davutoglu, alors conseiller politique, y présente dans un rapport²⁴ sa vision et son évaluation de la politique étrangère de la Turquie suivie jusqu'alors.

Au Moyen-Orient, le rapprochement avec la Syrie, désireuse à cette époque de desserrer l'étreinte américano-israélienne, est spectaculaire. Au grand dam de Washington, cette ré-articulation de la politique régionale de la Turquie se manifeste par un surprenant rapprochement avec le voisin syrien longtemps décrié et invité à laisser sa place (voir Billion, 2010 :11). De même, malgré les vives réserves émises par les États-Unis, pourtant toujours son allié occidental, Ankara entame à partir de 2007, un dialogue avec Téhéran, dialogue jugé préférable à une confrontation sur le nucléaire

²¹ A. Davutoglu, *Stratejik derinlik (Profondeur stratégique)*, Kure yayinlari, Istanbul, 2008 :256-257 cité in Josseran (2010).

²² La thèse est exposée dans : A. Davutoglu, *Stratejik derinlik (Profondeur stratégique)*, Kure yayinlari, Istanbul, avril 2001, 584 p.

²³ NATO Policy Document, *Istanbul Cooperation Initiative*, 9 July 2004 cité in Filis (2008 :74).

²⁴ Davutoglu (2008), *Turkey's Foreign Policy Vision : an Assesment of 2007*.

civil.²⁵ Enfin, la diplomatie turque entretient des contacts en Irak avec le gouvernement Kurde d'Erbil en espérant peut-être en faire un État tampon dont elle contrôlerait les débouchés et qui la fournirait en gaz et pétrole, rendant ainsi Ankara moins dépendante de la Russie pour son approvisionnement en hydrocarbures.

Malgré les orientations multidirectionnelles de sa politique étrangère, reste que la Turquie a fait le choix de l'Europe. Elle est perçue comme un acteur crucial dans la lutte aux menaces à la sécurité et comme un joueur central dans la création d'un voisinage européen mieux sécurisé. Alors que la Turquie se veut toujours européenne, de son côté l'Union européenne en décembre 2002 se montre moins claire dans ses positions repoussant à décembre 2004 sa décision autorisant l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie (Roy, 2004 :183). Les négociations commencent seulement en octobre 2005. La Turquie voit alors son intégration euro-atlantique à nouveau reportée, ce qui incitera bientôt les responsables turcs à modifier encore leur attitude à l'endroit des Occidentaux. En effet, partenaire supposé indéfectible, la Turquie, soutenue en 2009 par les pays arabes, émet son veto à la nomination du Danois Rasmussen au poste de secrétaire général de l'OTAN, en raison soi-disant de ses positions hésitantes face à la condamnation des «caricatures de Mahomet» parues dans les journaux, caricatures qui avaient enflammé une partie du monde musulman. Ankara reviendra toutefois sur sa décision.

2.2 Nouvelles convergences Turquie Russie dans la zone Nord-Pontique

Riche en ressources naturelles l'espace Nord-Pontique depuis la fin de l'Urss attire les convoitises non seulement pour des raisons économiques mais en plus pour des motifs

politiques et militaires. Pour ces raisons cet espace est souvent décrit comme un nouveau «pivot géopolitique» (Triantaphyllou, 2009 : 227). Il est très important comme zone sensible de par les corridors de transport énergétique majeurs qui s'y trouvent entre Europe et Asie. D'un point de vue géopolitique, l'espace autour de la mer Noire est une véritable pierre angulaire de la stabilité et de la sécurité euro-asiatique. Il représente aujourd'hui non seulement un pont entre la communauté euro-atlantique et la zone stratégique du Moyen-Orient mais aussi de la mer Caspienne et de l'Asie centrale.

Les pays de la zone vivent après 2002 une transformation économique majeure avec le développement des échanges énergétiques (pétrole, gaz) (Michault, 2008). L'essentiel des hydrocarbures provenant de la Russie et de la mer Caspienne, transitent par la mer Noire, une source de revenus fort alléchante pour les États riverains particulièrement pour la Russie, la Turquie et la Géorgie. Ces hydrocarbures sont aussi un outil politique : alors que Moscou tente de préserver un monopole d'intérêts détenu jusqu'en 1991, les Occidentaux (Union européenne et États-Unis) tentent de l'affaiblir pour mettre Moscou hors-jeu en cherchant à pénétrer davantage dans l'espace de la mer Noire. La route des hydrocarbures caspiens de l'époque soviétique, une route «Nord-Sud» (Moscou-Erevan-Téhéran), partait de la Russie centrale pour descendre vers la mer Noire. Aujourd'hui, une nouvelle route «Est-Ouest» se dessine à destination des marchés occidentaux, sous l'égide américaine via la mer Noire, en passant par le Caucase et les pays pro-occidentaux (Turquie) ou hostiles à Moscou (Azerbaïdjan et Géorgie).

Jusqu'ici des tensions avaient animé les relations de la Turquie avec la Russie. Leurs intérêts géopolitiques, envenimés de querelles idéologiques ou confessionnelles et de valeurs

²⁵ En ce sens, un accord tripartite avec le Brésil est signé en 2010 (Martin, Keridis, 2004).

inconciliables, semblaient interdire une réconciliation sinon durable du moins conjoncturelle entre les deux États. Mais voici que de nouvelles convergences se multiplient entre les deux pays. De vieux contentieux pour le contrôle des Détroits de la mer Noire semblent moins vifs ainsi que leurs tensions réciproques, favorisant de meilleures conditions d'échanges notamment au plan économique. On voit alors la mise en place d'un approfondissement d'efforts et de nouvelles convergences Turquie Russie en dépit de différences d'orientation et de rivalités géopolitiques dans l'ensemble mer Noire, un ensemble considéré relié au Caucase, à la Caspienne ainsi qu'aux Balkans pour des raisons géostratégiques, économiques et sociopolitiques.

Ainsi, en réponse à la pénétration imminente des États-Unis en mer Noire lors de l'opération anti-terroriste *Operation Active Endeavour* (OAE), la Turquie avait initié en avril 2001 le processus créant le *Black Sea Naval Cooperation Task Group* (BACKSEAFOR). La Russie et les autres États riverains de la mer Noire participent à cet effort. Par la suite, en 2004, la Turquie lance le *Black Sea Harmony*, une patrouille de surveillance des secteurs sud de la mer Noire.

Après la création de ces deux initiatives, ensemble la Turquie et la Russie s'opposent à toute tentative de pénétration en mer Noire de la part de l'OAE américaine. De son côté, la Russie bloque en 2005 le statut d'observateur pour les États-Unis au sein de l'Organisation de coopération économique en mer Noire (OCEMN) pendant que «l'allié turc de Washington n'a pas levé un seul doigt pour aider»²⁶... [traduction libre]. Manifestement Ankara et Moscou veulent «préservé le statu quo dans la région» depuis que la Turquie

crain l'érosion du cadre de la Convention de Montreux (voir Bilener, 2008) en mer Noire et que la Russie refuse les interférences des Occidentaux dans la zone ainsi que dans ses projets de pipelines.

À l'inverse, aux yeux de l'OTAN et des analystes américains, la zone mer Noire est traitée comme une partie de la région plus large incluant la mer Caspienne et l'Asie centrale, désignée en 2005 de région *Grand Moyen-Orient*. Cette région tient lieu d'importante route-clé de transit vers l'ouest pour l'huile de la Caspienne²⁷.

La Russie s'oppose à toute initiative de sécurité par l'OTAN dans et autour de la mer Noire considérée comme son «étranger proche». Elle entend y maintenir et consolider la région en limitant la présence d'autres puissances. De même, les réticences d'Ankara face aux objectifs américains dans la zone mer Noire deviennent apparentes en 2006 au moment des propositions d'expansion des actions de l'OTAN en mer Noire (Yakacikli, 2011).

Les désaccords de la Turquie avec les États-Unis au sujet de l'Irak, ainsi que les tensions entre la Russie et l'OTAN, amènent la Turquie à poursuivre une politique de prudence à l'égard de la région de la mer Noire. Elle y défend le *statu quo* en maintenant le régime de la Convention de Montreux, un traité reconnaissant depuis 1936 la souveraineté de la Turquie sur «ses» détroits du Bosphore et des Dardanelles. Les États-Unis et l'OTAN étaient favorables à cet accord au cours de la Guerre froide car il restreint la circulation de la force maritime soviétique en direction de la Méditerranée.

²⁶ Torbakov, I., *Turkey Sides with Moscow Over Black Sea Force*, January 2006, cité in Filis (2008 :325).

²⁷ Aydin, *Regional Cooperation in the Black Sea and the Role of Institutions*, Centre for Strategic Research, *Perceptions*, vol. 10, Autumn 2005, cité in Filis (2008 : 74).

À titre de nouveaux membres de l'OTAN en 2004, la Bulgarie et la Roumanie cherchent à relâcher les termes de Montreux en faveur d'une présence maritime américaine plus importante en mer Noire; mais les turcs s'y opposent. Ils craignent que Moscou ne soit forcé de réagir en mettant ainsi fin à l'équilibre maritime et à la stabilité relative existant dans la région depuis plusieurs décennies.

La position de l'Union européenne, qui tente depuis la décennie 1990 de s'implanter dans la gestion des affaires de la région, se voit renforcer avec l'entrée en 2007 de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'UE, et la coopération en mer Noire devient priorité dans le cadre de la politique européenne de voisinage (Drevet, 2008).

Certes la Russie reste l'acteur incontournable toujours impliqué dans des conflits avec son «étranger proche» de la zone Nord-Pontique pour affirmer son vieux complexe néo-impérial. Pour Moscou la région de la mer Noire s'inscrit dans sa politique étrangère et constitue une partie de son «étranger proche» en plus d'être, également pour elle, l'importante zone de transit énergétique. Elle entend plus spécifiquement demeurer un acteur central dans la région devant l'émergence de nouveaux acteurs forts, la Turquie, et d'acteurs externes, les États-Unis et l'OTAN (Triantaphyllou, 2009). Et ce, d'autant plus qu'après 2002, la mer Noire est devenue la nouvelle frontière de l'Occident.

De plus, l'islamisation de la politique étrangère turque, que nous avons décrite plus haut, inquiète Moscou en tant que facteurs de multiplication d'affrontements. Mais les deux pays se voient de plus en plus engagés dans des relations économiques étroites réduisant les risques d'opposition directe Ankara Moscou.

Autre point de convergence, les présidents turc et russe cultivent tous deux des préférences pour la gestion autoritaire du pouvoir et la

nostalgie impériale d'antan. Ils visent aussi tous les deux à étendre leur zone d'influence au-delà des frontières nationales. Ces convergences favorisent une fréquence de sommets bilatéraux impliquant les Présidents à la tête de l'État, Poutine et Erdogan, qui promeuvent ensemble un modèle de relations bilatérales.

Dans un contexte nouveau de mondialisation, un dialogue paraît alors pouvoir s'engager sur un meilleur pied d'égalité entre les deux pays. Ainsi, le problème de la sécurité, crucial pour l'Europe, trouve ici un début de solution, avec l'élargissement de l'OTAN à l'Est et la coopération de l'Alliance atlantique tant avec la Russie que l'Ukraine. Mais cette coopération devient très mauvaise à partir de 2005. Ainsi, certains ont pu voir dans cet élargissement oriental soutenu par les partenaires de l'Occident après la fin de la Guerre froide, une mer Noire devenue quasi-américaine par la redistribution des cartes dans la région à l'avantage de Washington (Verluisse, 2008).

La conjonction favorable dans les relations turco-russes est fragile en raison des nostalgies chauvines de la grandeur impériale chez des partisans au pouvoir à Moscou. Ceux-ci couvent toujours des idées panslavistes, du moins vis-à-vis de l'Ukraine, État pourtant indépendant. De même, en Turquie, le régime pro-occidental et nationaliste, fondé sur l'armée, se heurte aux pressions constantes de la part des islamistes et intégristes panturquistes. Ceux-ci cherchent à pousser à l'expansion dans les parties musulmanes et turcophones de tout l'espace post-soviétique (Roubinski, 2002).

Ainsi, dans l'espace Nord-Pontique les turcs nourrissent des sympathies non dissimulées avec les Tatars de Crimée et s'intéressent aussi au sort des Turcophones de la Volga et de la Sibérie russe (Drevet, 2015).

Pour la Russie, il est difficile encore d'ignorer le Nord-Caucase, important pour les liens de

parenté que celle-ci entretient avec la diaspora, nombreuse en Turquie. Avec ses deux millions de Tcherkesses (Adyguéens) et d'Abkhazes, des peuples de tradition musulmane sunnite longtemps connus sous le nom de «Circassiens», la Turquie abrite la diaspora la plus grande de ce peuple.

2.3 Nouvelles convergences turco-russes dans la zone est de l'espace Pontique

De nouvelles convergences entre la Turquie et la Russie semblent pour l'instant favoriser des passerelles entre l'Europe et l'Asie à travers non seulement la zone Nord-Pontique mais aussi le Caucase, l'Asie centrale.

■ Au Sud-Caucase

Quand on mentionne la politique turque au Caucase, c'est de la perspective du Sud-Caucase dont il est question. La Turquie y rencontre de nombreuses opportunités dès 2002. L'action de la politique turque est orientée en direction des trois républiques de la Transcaucasie –Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie- et y développe des liens commerciaux.

L'Azerbaïdjan est le pays avec lequel la Turquie entretient les relations économiques les plus denses. Les pipelines constituent à n'en pas douter l'un des facteurs le plus décisif de ces relations. La Turquie et la Russie, -de même que l'Iran- sont en grande concurrence pour le transport du pétrole caspien à travers le Caucase. Ils semblent enclins à mieux coopérer en ce qui touche le transport du gaz naturel (Demir, 2005).

Quant à la Géorgie, elle cristallise les oppositions et les appartenances stratégiques divergentes des trois républiques du Sud-Caucase, sur fond de tensions interethniques (Mardirossian, 2006). Cet espace du Caucase méridional, jadis enclavé entre les empires

russe et ottoman est devenu en 2004 le nouveau voisin de l'Europe dans le cadre de la politique d'élargissement du voisinage de l'Union européenne. La Russie considère que cette politique entend soustraire l'espace post-soviétique à sa propre influence.

Depuis lors, la Géorgie est soumise à des arbitrages entre une stratégie de déstabilisation régionale ayant pour but de proroger la présence russe au Caucase du Sud et la sécurisation des intérêts occidentaux de la zone. «La lutte russo-turque pour la conquête du Sud-Caucase a, de manière tangible, mis en concurrence des voies stratégiques exclusives : alors que la politique russe de désenclavement nord-sud a principalement affecté la Géorgie voisine, l'expansionnisme turc, lui, a surtout menacé l'Arménie et le Sud-Ouest de la Géorgie, à dessein d'assurer la liaison est-ouest des peuples turcs». Le compromis trouvé au sujet de l'évacuation des troupes russes, à la frontière turque, après le changement de pouvoir en Géorgie en 2004, a acquis une dimension stratégique : «ce désengagement refoulerait ainsi l'influence de la Russie aux frontières septentrionales du Sud-Caucase, après presque deux siècles de présence militaire en Géorgie méridionale» (Mardirossian, 2006).

La Russie soutient non seulement les populations Abkhazes et Ossètes de Géorgie, un État qui s'est maintes fois montré hostile à Moscou, mais aussi les Arméniens du Nagorno-Karabakh l'enclave de l'Azerbaïdjan, ami indéfectible de la Turquie. L'invasion militaire russe de la Géorgie et l'annexion de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud qui a lieu en 2008, suscite alors une vive réprobation d'Ankara.

De plus, la Russie, tout en soutenant politiquement et économiquement Erévan, fournit des armes à Bakou, une politique qui semble favoriser un certain «équilibre» russo-

turque dans la région, du moins ponctuellement. En fait, à la suite de la guerre en Géorgie, la Turquie a réhabilité en août 2008 la proposition de *Pacte de stabilité et de prospérité au Caucase du Sud* suggéré il y a déjà une décennie et associée à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (Yakacikli, 2011). On espère ainsi qu'elle puisse faciliter la résolution des conflits dans la région du Sud-Caucase. Ainsi, les relations turco-russes ont évolué de façon remarquable et ont probablement atteint en 2005 «un degré de qualité sans précédent» (Hill, Taspinar, 2007), un rapprochement attribuable à la distance prise par les Turcs avec l'allié américain. Le Caucase, zone de compétition ouverte pendant longtemps entre la Turquie et la Russie, émergerait donc en tant que région où les intérêts russes et turcs ne seraient pas en opposition frontale! Car si la Turquie a progressé dans sa politique caucasienne, elle a mené à la possibilité de conjuguer les efforts de la diplomatie russe et turque pour le bienfait des deux pays (Karavaïev, 2009).

Mais la guerre Russie Géorgie autour du conflit de l'Ossétie du Sud qui ramène la géopolitique du Caucase au cœur de l'actualité en août 2008, zone de hautes tensions entre pays riverains, fait ressurgir toute l'importance stratégique de l'ensemble de la région de la mer Noire, tel que vu précédemment.

Enfin, mentionnons pour clore cette section sur le Sud-Caucase après 2002, la signature souhaitée des protocoles de réconciliation turco-arméniens en 2009 à la faveur d'une médiation occidentale visant à éloigner l'Arménie de sa dépendance envers Moscou. Mais le rapprochement avec la Turquie n'aura pas lieu maintenant ainsi l'Arménie dans le giron russe.

■ *En Asie centrale*

En Asie centrale aussi la rivalité Turquie Russie reste plutôt larvée à cette époque c'est-à-dire avant 2009. Jusqu'en 2002 des frictions importantes Turquie-Russie découlaient du leadership à assurer dans l'approvisionnement énergétique du gaz provenant des républiques centrasiatiques vers l'Europe. Par la suite, les deux pays ont su dépasser leurs tensions et orienter leurs intérêts réciproques en vue de développer l'expansion de ce marché.

Ils savent mettre en parallèle leurs intérêts régionaux centrasiatiques également dans le domaine sécuritaire et éviter les affrontements. Les intérêts Turquie-Russie convergent en effet davantage que leurs divergences à cette époque : les deux pays travaillent ensemble à réduire le terrorisme en partageant les données d'intelligence, en augmentant la production d'huile et de gaz pour favoriser une expansion économique régionale ainsi qu'en luttant contre les trafics humains et de narcotiques. En outre, leur motivation conjointe milite en faveur d'une limitation des soulèvements politiques en Asie centrale et dans les régions voisines afin d'éviter la propagation du chaos à leurs frontières. Alors que la Turquie offre son modèle aux républiques ex-soviétiques, son activisme est mal reçu, du moins en Ouzbékistan, tandis que Moscou s'emploie à y préserver sa mainmise.

Finalement, les politiques turques plus indépendantes face aux États-Unis à propos de la guerre en Irak notamment, tel que déjà noté, ont pu jouer ici aussi en sa faveur face à Moscou. Elles ont pu être interprétées favorablement comme une façon pour Ankara d'amoindrir son rôle de «cheval de Troie» dans la défense des intérêts occidentaux dans la région centrasiatique allant à l'encontre de la Russie (Weitz, 2006). La Turquie a pu encourager des liens entre l'OTAN ou d'autres

institutions et pays, spécialement la Russie mais aussi l'Afghanistan où l'OTAN s'installe dans les années 2000, de même qu'elle a pu chercher à promouvoir le bien-être des populations non seulement d'Asie centrale mais aussi d'Europe.

Avant 2009, la Turquie est devenue la seule puissance moyenne à avoir pu s'octroyer une place de choix au milieu des grandes puissances que sont la Russie et l'Europe en Asie centrale, en tentant d'affirmer ses ambitions panturquistes (Prévot, 2008). Mais elle a aussi démontré ne pas trop vouloir s'imposer dans cette région de façon hégémonique afin de ne pas s'attirer les foudres de la Russie, ce qui, en dernière analyse, tend à démontrer l'inadéquation d'un modèle panturc trop affirmé si appliqué à la réalité géopolitique régionale de l'Asie centrale à cette époque.

2.4 Nouvelles convergences Turquie Russie dans la zone Ouest-Pontique des Balkans

Les relations de la Turquie avec les pays de l'ex-Yougoslavie ont pu vouloir s'opposer à la formation d'un «axe orthodoxe» sous la direction de la Russie. Comme acteur géopolitique dans la zone, la Russie s'est voulue depuis le 18^{ième} siècle, le défenseur des orthodoxes au sein de l'empire ottoman en général et des Balkans en particulier, vus comme satellite de Moscou. Mais, tel que déjà noté, lors de la guerre, la Turquie avait défendu l'intégrité territoriale de la Yougoslavie tout comme Moscou. Par la suite, la position turque est restée prudemment alignée sur celle de la Commission économique européenne malgré une opinion publique turque globalement plutôt antiserbe (Akgönül, 2005). Car en 2003, le Sommet européen de Thessalonique avait réaffirmé la «vocation» des pays des «Balkans occidentaux» à rejoindre l'UE (Dérens, 2014).

De son côté la Russie a repris pieds dans les Balkans grâce à un rapprochement entre Grèce et Serbie, ses alliés traditionnels. Cette dernière qui doit faire face à la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo, annoncée en février 2008, voit réaffirmer le soutien personnel du président Poutine : «Le peuple serbe peut être certain d'avoir un ami et un partenaire fiable dans la Russie» [traduction libre] (cité in Filis, 2008 : 322-323). Il est vrai que la situation en 2008 autorise Moscou à acquérir des installations en Serbie et à vouloir inclure Belgrade dans le projet énergétique South Stream en 2007 (projet de gazoduc paneuropéen devant relier la Russie à l'Europe mais abandonné depuis). Le président serbe Boris Tadic affirme d'ailleurs sa satisfaction : «Sans la Russie, la position serbe rencontrerait beaucoup plus de difficultés à défendre ses intérêts». Dans la foulée, des rapports officiels font état de la construction de deux bases militaires russes dont l'une en Serbie et l'autre sur le territoire serbe de Bosnie.

Quant à la Turquie impliquée à cette époque dans les trois foyers de tensions que sont le Caucase, le Moyen-Orient et les Balkans, elle considère ces derniers comme moins prioritaires dans son discours «panturquiste» en politique extérieure, discours surgissant et disparaissant au gré de la conjoncture géopolitique. Elle peut toujours craindre l'extension aux Balkans de sa rivalité traditionnelle avec la Russie, dans le Caucase et en Asie centrale. Elle ne veut cependant pas d'un engagement balkanique qui serait trop éloigné de ceux des États-Unis et de l'Union européenne du moins avant 2009. Même si la Turquie reste une alliée «naturelle» des États balkaniques les plus fragiles et les plus menacés : l'Albanie et la Bosnie, notamment, elle ne peut trop soutenir leurs revendications minoritaires ou les modifications de frontières basées sur un critère unique d'identité étant elle-même aux prises avec son problème kurde

qu'elle tente de repousser. Aussi, elle s'en tiendra notamment à une simple inauguration de «l'Autoroute nationale» en Albanie au mois de juin 2009 (Dérens, 2014).

Une telle retenue de la part de la Turquie face à ses anciens protégés balkaniques en conduit plus d'un à soulever la question qui fâche, celle de savoir si les Balkans sont «encore turcs?» (Akgönül, 2005). Car dans les relations russo-turques à cette époque, les Balkans ne semblent représentés maintenant qu'un champ secondaire pour Ankara par rapport aux enjeux à promouvoir ailleurs dans tout l'espace Pontique, en Transcaucasie ou en Asie centrale notamment.

Malgré tout, les orientations du discours politique d'Ankara rappellent que les Balkans représentent une place non négligeable au regard du processus historique ayant façonné la nation turque. Le potentiel futur qu'ils représentent est non négligeable en vue de l'adhésion turque à l'UE et d'une intégration économique régionale, toujours espérées. Ceci dans un contexte où deux pays concurrents à l'admission dans l'Union européenne, la Bulgarie et la Roumanie, en sont déjà membres depuis 2007. La Turquie tente de promouvoir une politique²⁸ autour de quatre axes généraux qui n'apparaissent pas en opposition ouverte avec les objectifs russes à cette époque dans l'aire balkanique. Ce sont : le dialogue politique de haut niveau; la sécurité pour tous; l'intégration économique maximale; et la préservation des structures sociales multiethniques, multiculturelles et multi-religieuses dans toute la région des Balkans.

3. Les relations Turquie Russie à l'ère post-soviétique dans l'espace Pontique de 2010 à fin 2016

Après 2010, l'ordre international est entré dans une nouvelle ère, celle d'un monde multipolaire en mutation. La coopération russo-turque du moment répond à l'objectif de faire valoir que l'idée d'influence et de puissance ne sont pas chasses-gardées occidentales lire américaines. Turquie et Russie préconisent leur participation croissante à la mondialisation en opposition à une vision unipolaire du monde. Le réalignement stratégique d'Ankara vers Moscou et le monde arabo-musulman va susciter des interrogations en Occident. La vision turque se rapproche plutôt d'une conception eurasiste, partiellement partagée par la Russie quand celle-ci joue le rôle civilisateur (Milquet, 2012). Les milieux slavistes russes voient l'idée eurasiennne comme celle qui leur permet d'étendre l'influence slave en Europe, en Asie de même qu'au Proche-Orient. Ainsi, après 2010, les discours eurasistes tant de la Turquie que de la Russie se renforcent.

3.1 *Coopération Turquie Russie dans la zone Nord-Pontique*

L'un des éléments du rapprochement pour la coopération Turquie Russie à cette époque réside certainement dans leur désillusion partagée face à l'Occident. Face à l'Europe d'abord, les Turcs se désolent que leurs tentatives pour rejoindre l'UE soient restées vaines jusqu'à ce jour tandis que les Russes voient d'un mauvais œil l'élargissement de l'espace européen à ses anciens pays satellites. Face aux États-Unis ensuite, la Russie s'offusque du soutien américain aux révolutions «colorées» -révolution des roses en Géorgie (2003) et révolution orange en Ukraine (2005)- se déroulant dans son giron pour les rapprocher du camp occidental. La Turquie craint pour sa

²⁸ République de Turquie, «Les relations avec les pays de la région des Balkans», http://www.mfa.gov.tr/rele_Ministere_des_Affaires_Etrangeres [consulté le 2016-04-29].

part que ces nouveaux prétendants ne freinent davantage encore sa propre adhésion à l'UE.

Le rapprochement turco-russe se consolide en 2010, année charnière ouvrant même à une période de coopération. Le 3 juin signe l'ouverture de la nouvelle ère de relations bilatérales; on y célèbre le 90^{ième} anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques Turquie Russie. Au printemps 2010, une vingtaine d'accords de coopération économique sont signés entre les deux pays.

Autre élément d'entente : la création en 2013 à Istanbul d'un Groupe de travail sur la coopération Russie-Turquie (voir CMC, 2014). Ce Groupe de travail doit faciliter une meilleure compréhension des intérêts mutuels dans la relation bilatérale Russie-Turquie. Il est composé d'anciens officiels du gouvernement, de diplomates, d'officiers militaires et d'experts des deux pays. Parmi les domaines où ceux-ci devraient œuvrer de concert, sont mentionnés par exemple : promouvoir la stabilité au Sud-Caucase dans les conflits du Nagorno-Karabakh, d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud; trouver une solution politique dans le conflit en Syrie pour aider à créer les fondations d'une stabilité future pour la région; prévenir le radicalisme en Asie centrale pour favoriser le développement économique et le bien-être des pays de la région.

L'émergence de la région mer Noire comme canal géopolitique refait alors surface avec certains des enjeux structurant la région notamment celui de l'ethno-nationalisme par rapport aux dilemmes sécuritaires. Ce type de facteurs et de difficultés inhérents à la zone fait porter l'attention sur les relations Turquie Russie, les deux États centraux de la zone, qui s'engagent alors dans une coopération parfois «nécessaire». La mer Noire se retrouve au centre de la redéfinition d'enjeux stratégiques majeurs où se jaugent les nouveaux rapports de

forces entre la Russie, la Turquie, le Caucase, les pays d'Asie centrale et du Proche-Orient, sans oublier l'Union européenne (Dérens, Geslin, 2010).

L'atmosphère favorable qui avait auparavant donné lieu à des initiatives de développement de la zone mer Noire -via une politique visant à conclure des accords avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldavie, l'Ukraine et la Biélorussie inaugurée à Prague le 7 mai 2009- va décliner quand l'UE publie la Communication sur le Partenariat à l'Est.²⁹ La Russie comme la Turquie ne sont pas parties des initiatives bilatérales et multilatérales dans le cadre de ce partenariat.

La Russie dans son discours sur la sécurité énergétique en appelle à des «partenariats fiables» dans l'ensemble de la zone mer Noire (Triantaphyllou, 2009). En 2010, elle convient du maintien de la Flotte militaire russe de la mer Noire à Sébastopol jusqu'en 2042 en échange d'un tarif préférentiel sur la fourniture du gaz russe à l'Ukraine. Davantage qu'un simple accord militaire cette entente avec l'Ukraine visant à valoriser les minorités russophones de l'étranger dans une perspective d'influence, illustre les aspirations géopolitiques de la Russie contemporaine qui veulent s'étendre jusqu'à la Chine. Quatre ans plus tard, en février 2014, le rattachement ou l'annexion de la Crimée à la Russie confirme la politique d'influence voire de contrôle de la Russie.

Avec la Turquie, la Russie utilise maintenant les instruments du «hard power» au sein de sa politique de voisinage notamment pour la pêche en mer Noire autrefois florissante, et où elle impose à Ankara une stricte limitation des zones de pêches. Mais au-delà de ces

²⁹ Le Partenariat à l'Est ou Partenariat oriental est un processus d'européanisation renouvelé pour les pays de la mer Noire dont les perspectives d'adhésion sont lointaines à rapprocher de l'UE par coopération bilatérale.

restrictions, Moscou commence à voir Ankara comme un atout potentiel pouvant contribuer au contrôle des républiques musulmanes dans la Fédération de Russie, telle que la Tchétchénie, tout comme au Caucase et en Asie centrale. Un rapprochement Turquie Russie s'opère à propos de leur politique respective en mer Noire, incluant le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE et son émergence comme puissance régionale.

Turcs et Russes s'entendent afin que les incidences de leurs projets de coopération bilatérale en mer Noire rejaillissent sur l'ensemble des États du bassin sans remise en question du cadre réglementaire les régissant, la Convention de Montreux.

La politique étrangère de la Turquie, membre du G-20 et du Conseil de Sécurité (2009-2010) la confirme également comme acteur global. Ce qui est validé avec la présence d'un représentant turc Ekmeleddin İhsanoglu, à la tête de l'Organisation de coopération islamique de 2004 à 2014. En accord avec la politique turque de développement de relations plus proches avec ses voisins, Ankara et Moscou établissent ainsi conjointement en 2010, le Conseil de Coopération de Haut Niveau lors de la visite du Président russe Dimitri Medvedev en Turquie (RTCC, 2013). Ce mécanisme de coopération intergouvernementale a pour mission d'assurer le suivi des stratégies régionales et «*d'approfondir le partenariat envers les États- d'Eurasie, du Moyen-Orient, des Balkans et d'autres régions*»³⁰. Le 20 mai 2010 leur coopération entre dans une nouvelle dimension avec la décision de la Russie de construire une centrale nucléaire génératrice d'électricité en Turquie à Akkuyu province de Mersin, un investissement estimé à 20 milliards de dollars.

Dès lors une question centrale surgit devant une situation nouvelle pour la Turquie : avec ses aspirations à un plus grand rôle régional et global comment la Turquie réagit-elle à une approche européenne transformée et à une influence russe plus marquée ?

D'abord, «Les réticences européennes sur la base de représentations historico-culturelles conduisent finalement à renforcer la perception turque de son avenir de puissance» régionale (Foucher, 2010 :65). Ensuite, la Turquie établit quatre grands principes devant guider sa politique étrangère en mer Noire : promotion de l'OCEMN ; amélioration des relations bilatérales avec la Russie; inclusion de la Fédération de Russie dans toutes les initiatives multilatérales comme ce fut le cas au début de la décennie 2000 avec Blackseafor et Blacksea Harmony déjà cités; et enfin, prévention de la rivalité entre États régionaux et grande puissance ou de guerres civiles pour les pays adjacents de la mer Noire (Ozdamar, 2011 :10).

En outre, la Turquie peut riposter à sa façon aux représailles russes en visant le dossier ukrainien et de la Crimée en particulier. La question de la gestion des populations musulmanes de la péninsule criméenne est depuis longtemps un facteur de tension entre la Turquie et la Russie. Le rattachement ou plutôt l'annexion de la Crimée à cette dernière en février 2014, a ravivé d'anciennes douleurs pour la Turquie. Ainsi, en s'adressant aux participants du Congrès mondial des Tatars de Crimée en août 2015, Erdogan déclarait : «que la sécurité des populations tatares était la principale préoccupation pour la Turquie et qu'elle ne reconnaît pas le rattachement de la Crimée à la Russie» (Barkhudaryants, 2015). Mais cette promesse en reste là alors qu'en 2016 la Crimée est disparue des agendas politiques turcs.

³⁰ «Turkey's FM Talks to Russian Media on Ties», *Voice of Russia State Radio et RIA Novosti*, 5 août 2010, cité in Minassian (2010 :6).

En résumé, la Turquie et la Russie répondent aux développements de la région mer Noire avec pragmatisme mais non en raison d'une vision claire partagée. Leurs priorités changent au gré des transformations régionales. Leurs coopérations et conflits sont modelés selon les priorités de leur politique étrangère respective plutôt que par une approche partagée des questions régionales où de profonds désaccords persistent entre Ankara et Moscou en particulier au Caucase et en Asie centrale.

3.2 Coopération Turquie Russie dans la zone Est-Pontique

■ Sud-Caucase

Les conflits non-résolus de la zone peuvent dégénérer davantage comme c'est le cas en Arménie et en Azerbaïdjan à l'époque et que la balance militaire de la région mer Noire se pose alors en faveur de la Russie et de la Turquie (Djalili, Kellner, 2014).

La nouvelle orientation de l'UE contribue à renforcer les divisions entre États régionaux déjà en tension par des conflits d'intérêts variés et l'insuffisance institutionnelle des politiques régionales en zone Est-Pontique (Yakacikli, 2011). Ainsi, au Caucase les incidents sont permanents en dépit de la présence de forces d'interposition (OSCE, ONU, CEI³¹). «La faiblesse de ces dispositifs tient au rôle ambigu joué par la Russie...alors que les occidentaux...ne parviennent pas à tenir une position claire» (Radvanyi et al, 2010 :63).

Depuis la guerre russo-géorgienne de 2008, premier conflit armé interétatique majeur depuis celui du Nagorno-Karabakh (1994) et le conflit tchéchène (1996 et 1999/2000), le rôle de la Russie s'est renforcé et la crédibilité occidentale a diminué. Le conflit géorgien a été perçu

comme une marque plus agressive de la politique étrangère russe voulant freiner la pénétration de l'OTAN dans l'espace ex-soviétique. Cette guerre a montré les limites de la sphère d'influence occidentale et a reconfirmé la vision sceptique au sujet de l'ONU et de sa capacité d'arrêter les guerres (Yakacikli, 2011).

Après la guerre russo-géorgienne de l'été 2008, Ankara a fait connaître à Moscou son mécontentement suite aux risques pesant sur ses activités de transport routier, ferroviaire et de transit énergétique par tubes et sur ses intérêts au Sud-Caucase en Géorgie et en Azerbaïdjan (Foucher, 2010). Bien que la région du Sud-Caucase ait pu bénéficier de quelques avancées, elle demeure à ce jour le principal sujet de friction; la Russie la considère comme partie intégrante de son giron alors que la Turquie l'estime de son voisinage direct requérant une gestion conjointe des problèmes caucasiens.

■ Asie centrale

La Turquie devenue puissance régionale toujours en essor en 2010, veut sauvegarder sa sécurité, ses approvisionnements et ses marchés en plus de créer un rapport de force avec les grands États européens dont le ministre Davutoglu juge qu'ils ne comprennent plus le monde réel. En 2010, il lance un projet d'Union eurasiennne (Fradette, 2013), modèle oriental de l'Union européenne. De plus, l'extension des réseaux éducatifs de la confrérie Gülen s'étend de l'Albanie et de la Bosnie à l'Asie centrale et même plus. Au total, 2000 écoles dans 110 pays sont rejoints (Foucher, 2010). Une bonne partie de ces écoles sont aujourd'hui fermées, à la demande de la Turquie, qui n'en fait plus un instrument de sa politique extérieure en 2016.

³¹ Communauté des États Indépendants (ex-soviétiques).

En Asie centrale, la Russie craint toujours même après 2010 l'étendue de l'influence de la Turquie aux républiques turcophones ex-soviétiques et l'expression d'un certain courant «panturquiste» (Milquet, 2012). Mais cette stratégie appréhendée en direction de l'Asie centrale a buté sur le nationalisme des nouveaux États indépendants et la Turquie n'y a pas «remplacé la Russie malgré les vœux américains» (Foucher, 2010).

3.3 Coopération Turquie Russie dans la zone Ouest-Pontique

Les relations de la Turquie dans les Balkans se sont développées sur la base de ses liens historiques avec les pays de la région et maintenues jusqu'à ce jour. Pour l'État turc : «Il existe des minorités et des communautés turques ... dans les pays des Balkans...des citoyens d'origine balkanique qui continuent à vivre en Turquie.... Ainsi, ... Toutes crises dans les Balkans influencent de près la Turquie et, par conséquent, le maintien de la paix et de la stabilité dans les Balkans comporte une importance vitale...pour la Turquie» (R de T, s/d). Cependant, la Turquie n'hésite pas à proclamer que sa politique balkanique est neutre et ne promeut pas ses propres intérêts : *Turkey- Balkans Policy : not interest oriented* (voir TIKA, 2016).

En conséquence, au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine, deux pays à composante turque dans les Balkans, la présence de la Turquie vise un renforcement des structures étatiques dans ces pays pour favoriser la stabilité régionale. Ankara participe aux présences internationales civiles et militaires dans la région. Elle préside l'exercice de juin 2009 à juin 2010 du Processus de coopération en Europe du Sud-Est dont la Turquie est membre fondateur. Sa contribution à la coopération régionale passe aussi par des mécanismes de consultation trilatéraux entre elle-même et la

Bosnie-Herzégovine et la Serbie ainsi que entre la Bosnie-Herzégovine et la Croatie, des mécanismes qui visent donc à répartir tant du côté serbe que du côté croate, les collaborations (R de T, s/d).

Le 23 avril 2013, un incident diplomatique place dans l'embarras la Serbie en raison d'un discours du Président Erdogan : «La Turquie c'est le Kosovo, le Kosovo c'est la Turquie». Une véritable tempête se lève alors dans les Balkans. Les autorités serbes répliquent par : «tout le monde sait que le Kosovo est un terme serbe et un territoire serbe...». Le Président serbe de l'époque, Tomislav Nikolic demande des excuses au gouvernement turc, tout en annonçant qu'il ne prendrait plus part au Sommet tripartite balkanique, une initiative d'Ankara prévue à Istanbul pour rassembler aussi la Serbie et la Bosnie et promouvoir la «réconciliation et la stabilité dans les Balkans» (Marcou, 2013).

Particulièrement active, la politique étrangère turque dans les Balkans apparaît à cette époque comme faisant partie de la stratégie multiple de Davutoglu déjà citée : «Zéro problème avec les voisins». Elle questionne toutefois son action du point de vue d'une «impériale nostalgie» ou d'un «pari sur l'avenir» (Billette, Dérens, 2014). Et bientôt, c'est la stratégie Davutoglu dans son intégralité qui sera mise sur la touche avec son départ annoncé en mai 2016.

En entendant affirmer sa solidarité avec le Kosovo, le propos maladroit d'Erdogan apparaît encore plus périlleux dans le contexte des États balkaniques les plus fragiles, tel que le Kosovo à l'époque. De plus, Ankara se met à dos la Serbie, l'allié traditionnel de Moscou. Tout ceci après avoir entamé le dialogue avec Belgrade et peut-être contribué à faire progresser sa candidature auprès de l'UE.

Quant à la Russie, elle tend à se montrer sceptique face aux actions et aux résultats attendus dans une région où les pays sont de plus en plus tournés vers l'UE. Une raison de plus pour chercher maintenant à étendre sa présence balkanique à travers les investissements économiques en s'appuyant sur la promotion du «soft power» (Pivovarenko, 2014). Elle tente ainsi de réinvestir la région pour des raisons commerciales autant que géopolitiques se présentant en garantie de la stabilité régionale.

Exemple des nouveaux investissements russes en région balkanique visant prioritairement son allié traditionnel serbe: le Centre humanitaire russo-serbe est installé depuis 2014 pour pallier aux situations d'urgence de la ville de Nis au sud de la Serbie. Le Centre est doté de communications ultramodernes permettant de suivre les opérations sur le terrain assurant la liaison directe entre Belgrade et Moscou (Dérens, Geslin, 2015).

Selon le plan d'investissement «soft power» dans les Balkans en 2014, la Russie établit une gradation de ses types de partenaires. La Serbie est considérée comme le partenaire *traditionnel*, de même pour le Montenegro, mais avec quelques restrictions. La Bosnie-Herzégovine est plutôt désignée par Moscou de partenaire *éventuel* tandis que la Slovénie et la Croatie, essentiellement tournés vers l'espace européen, sont seulement vus comme partenaires *potentiels* pour la Russie (Pivovarenko, 2014).

3.4 Les tensions au Moyen-Orient et la rupture Turquie Russie en novembre 2015

Même si la coopération avec Moscou apparaît pragmatique pour la Turquie, parce qu'elle bénéficie à ses intérêts court terme, il apparaît maintenant improbable qu'un véritable partenariat stratégique à long terme se

développe avec la Russie en raison de leurs divergences profondes dans leurs intérêts stratégiques respectifs particulièrement au Moyen-Orient. Ainsi, les liens de coopération économique voire géopolitique reliant la Turquie et la Russie de façon plus marquée depuis 2005, vont bientôt voler en éclats à la faveur de la guerre en Syrie commencée en 2012.

Une nouvelle ère dans les relations bilatérale Turquie Russie s'ouvre alors en raison des tensions au sud de la frontière turque. L'incident de l'avion de chasse russe abattu le 24 novembre 2015 par l'aviation turque au motif de la violation de son espace aérien entraîne une crise majeure avec les russes. Dans les jours suivants, l'aviation russe bombarde de plus les zones de la minorité turkmène de Syrie, groupe ethnique turcique et turcophone proche de la Turquie.

Ces incidents vont fortement dégrader non seulement les rapports économiques entre Ankara et Moscou mais font également apparaître de profondes divergences face à la crise syrienne au Moyen-Orient ainsi que sur la scène internationale. Alors que la diplomatie turque invoque la violation de son espace aérien pour expliquer sa réaction, la vérité est ailleurs ... En annonçant à l'été 2015 son projet de créer une zone tampon à la frontière nord de la Syrie, la Turquie visait à y placer, à terme, un régime islamo-sunnite sans Bachar Al-Assad (Ülgen, 2014). Elle visait aussi à maîtriser les réfugiés syriens en les contenant à sa frontière sud et surtout à «frapper les Kurdes» (Desuin, 2015), ennemis dans l'espace national turc.

Plusieurs observateurs, le Président Poutine en tête, ont vu dans l'action de la Turquie, un défi lancé à la politique d'intervention et d'engagement militaire russe en Syrie depuis septembre 2015. La Russie se revendiquant à nouveau joueur incontournable sur la scène internationale (Marchand, 2012) prend part aux

actions militaires aux côtés de la Syrie. La décision de la Turquie d'abattre l'avion russe veut sans doute également dénoncer le fait que Moscou ne vise qu'accessoirement les positions de *l'État islamique* mais frappe plus massivement les groupes de la résistance à Bachar Al-Assad, dont certains sont soutenus par Ankara (Balci, 2015), assurant ainsi le maintien au pouvoir de ce dernier.

Avec l'engagement russe dans la guerre syrienne aux côtés de Bachar Al-Assad, non seulement la stratégie turque s'effondre mais, plus globalement, l'ensemble de la stratégie occidentale. Car à maintenir Poutine en dehors de l'alliance (turco-saoudienne) prévalant avant 2015 dans les tensions au Moyen-Orient, l'Occident a conduit la Russie à s'inviter dans le conflit syrien. Ce faisant, et par leur attitude hésitante, les Occidentaux vont replacer la Russie au centre du jeu au Moyen-Orient et à la frontière sud, désormais à feu et à sang, de la Turquie, leur allié supposé.

Le Président Poutine, certainement vexé par la réaction de la Turquie, montre sa punition en décidant d'une série d'actes de représailles assimilables en fait surtout à des effets d'annonces pour observateurs avisés : réintroduction des visas russes pour les ressortissants turcs, mais seulement après janvier 2016, – la demande de visa turc pour la Russie est sans doute plus faible que la demande touristique de visa russe pour la Turquie-; vols charters suspendus Moscou-Istanbul – mais les vols réguliers sont maintenus-; incitation aux touristes russes à annuler leur visite en Turquie -alors qu'on se trouve en basse saison! Toutefois, s'il est vrai que le nombre des visiteurs russes en Turquie s'est effondré temporairement après novembre 2015 (Pomponne, 2016), conséquence économique non négligeable, cette situation peut aussi s'expliquer par d'autres facteurs, notamment les attentats dont la Turquie est

devenue coutumière depuis lors et qui ont éloigné le tourisme de toutes provenances.

Par contre, aucune sanction mentionnée au sujet de l'approvisionnement de gaz naturel russe, pourtant capital pour Ankara qui achète 60% de son gaz à la Russie, ni au sujet du projet de centrale nucléaire d'Akkuyu, déjà signalé, et dont les Russes assurent la construction. Mais une sanction bien concrète est exprimée dans le soutien russe aux Kurdes de Syrie qui s'intensifie alors que le PKK, leur parti officiel, bénéficie d'une aide logistique et militaire de la part de Moscou au grand dam du président Erdogan.

Cependant, indice d'un rapprochement imminent, dès après la tentative du coup d'État militaire avortée en Turquie dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, le Président Poutine est le premier chef d'État étranger à apporter son soutien au Président Erdogan, malgré des circonstances non encore élucidées. «Moscou est très inquiet au vu des derniers événements en Turquie» a aussi fait savoir le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, disant craindre la menace sur la stabilité régionale et internationale.

L'épilogue de la rupture entre la Turquie et la Russie survient donc en août 2016, soit moins d'un an après leur dispute quand Poutine et Erdogan se rencontrent à Saint-Pétersbourg afin de se réconcilier et de se mettre d'accord sur le rétablissement des relations entre les deux pays. Ce premier rapprochement est suivi d'une série d'autres rencontres entre les deux dirigeants manifestement soucieux de consolider à nouveau une alliance toujours fragile. Si fragile que déjà, le 19 décembre 2016, l'ambassadeur russe à Ankara, Andreï Karlov, est froidement assassiné par un jeune policier turc qui n'est pas en fonction. Au nom du drame syrien d'Alep et au moment où l'ONU vient d'autoriser l'envoi d'observateurs. La

Résolution fut votée à l'unanimité, donc avec l'accord des russes, qui avaient une fois de plus, menacé de leur veto avant de faire modifier le libellé de la Résolution afin de s'assurer le contrôle de la situation prévoyant la tenue de discussions entre les parties. En effet, l'assassinat a lieu à la veille d'une importante réunion prévue à Moscou sur le sort de la Syrie entre Russie, Iran et Turquie, où s'opposent en principe les deux premiers au second.

Le soutien russe à Damas dans le conflit syrien est mal vu par les islamo-conservateurs au pouvoir en Turquie alors que celle-ci soutient plutôt l'opposition à Bachar Al-Assad, tel que nous l'avons déjà dit. L'assassinat de l'ambassadeur russe cherche sans doute à miner le rapprochement Turquie Russie engagé depuis l'été dernier.

CONCLUSION

La dissolution du bloc soviétique a offert à la Turquie des opportunités nouvelles d'exercer son influence politique, économique et culturelle sur plusieurs des États post-soviétiques de la région comprise entre l'Adriatique à l'Ouest et le massif de l'Altaï à l'Est.

Depuis la fin de l'Urss en décembre 1991, les relations entre la Turquie et la Russie se sont poursuivies à l'image sans doute de ce qu'elles furent au fil des siècles. On a vu d'abord des rivalités prégnantes de 1992 à 2001, suivies de nouvelles convergences prenant forme entre 2002 et 2009 s'affirmant ensuite davantage dans une coopération ouverte Turquie Russie jusqu'en novembre 2015, moment de la rupture. L'un des aspects de ces relations concerne les enjeux identitaires environnants qui sont prédominants dans les rivalités Turquie Russie de la première phase (1992-2001). Ceux-ci apparaissent ensuite dépassés par les enjeux commerciaux (énergétique et sécuritaire) lors de phases convergente (2002-2009) et

coopérative (2010-2016). L'aspect particulier de ces rapports turco-russes aujourd'hui est leur interdépendance économique croissante pouvant coexister malgré des conflits environnants. Du point de vue turc, c'est certainement la prédominance de la Russie dans la relation bilatérale qui suscite un problème d'interdépendance asymétrique.

Ces deux États sont d'anciens partenaires habitués à croiser le fer. Leurs relations ont toujours évolué non seulement au gré des événements en politique intérieure, mais elles sont fortement tributaires du cadre où elles prennent place et de ses zones de tension. Des limites s'imposent ainsi au partenariat Turquie Russie dont les capacités de projection se déploient ou se restreignent au fil des événements qui ont lieu des Balkans à l'Asie centrale et de la Crimée au Moyen-Orient. Au XXI^{ème} siècle les relations turco-russes se poursuivent pour ainsi dire, en «dents de scie» ou en «montagnes russes» si l'on préfère, car toujours marquées d'une alternance entre phases de tensions plus ou moins aiguës ponctuées de périodes d'apaisement relatif voire même d'une dynamique de coopération ainsi que nous l'avons vu dans cette analyse.

Tout au long de l'Histoire les frontières autour de la mer Noire ont souvent varié témoignant de la puissante hétérogénéité culturelle et politique des communautés avoisinantes. À l'ère post-soviétique, cet espace n'est pas consolidé en région et son caractère propre au plan tant des identités que des interdépendances socio-économiques demeure flou. Cet espace souligne particulièrement les constantes des peuples vivant autour de la mer Noire, aux prises avec leurs oppositions –ethniques et civilisationnelles- et leurs confrontations, échanges, migrations. Cette diversité rend la région vulnérable aux événements et aux pressions extérieures, ainsi qu'à l'irruption de conflits. Avec l'émergence et la prolifération des

nouveaux États, l'ère post-soviétique a engendré de nombreux défis à leur développement, à leur stabilité et à leur sécurité, depuis les litiges de frontières jusqu'aux querelles à caractère ethnique ou identitaire.

Le poids de l'Histoire a montré l'espace Pontique comme l'arrière-cour des anciens empires ottoman et russe et, depuis la fin de la Guerre froide, comme la frontière de l'Europe. La région devient un terrain de rivalité pour l'hégémonie des grandes puissances avec des acteurs issus de la zone mais d'autres qui en sont extérieurs : d'abord, les États-Unis, dont le dilemme n'est pas seulement de se maintenir comme puissance mondiale, mais bien de gérer la concurrence avec tous les autres d'où leurs efforts afin de pénétrer dans la région. L'Union européenne ensuite, dont la politique de voisinage et d'élargissement vers l'Est apparaît capitale mais dont le processus institutionnel dans la zone mer Noire s'est montré difficilement applicable par la suite.

Pour la Russie, son choix principal est de vouloir réaffirmer son statut de grande puissance face à l'UE comme face aux États-Unis, notamment en se projetant récemment au Sud jusqu'en Syrie en participant aux combats militaires. Face à la Turquie sa politique fluctue entre domination, rivalité, recherche de convergence ou de coopération. Sa politique étrangère «de l'étranger proche» et d'accès aux mers chaudes se déploie, comme nous l'avons montré, depuis les Balkans jusqu'en Asie centrale et même au-delà pour tenter de rétablir ou établir son influence. De son côté, la Turquie a vu sa politique étrangère dans l'après-guerre froide fortement se diversifier par des relations multiples cherchant à renforcer sa présence régionale en mer Noire, dans le Caucase et en Asie centrale, dans les Balkans ainsi qu'au Moyen-Orient, où elle a récemment modifié sa politique du *statu quo* sur cette région en

revendiquant une participation au conflit irakien par opposition aux Kurdes.

Depuis toujours les relations de la Turquie avec la Russie évoluent sur le théâtre de sous-régions marquées par des zones de tensions particulières génératrices de conflits. Au cours de la Guerre froide, avec son allié américain, la Turquie se posait en barrière aux ambitions soviétiques au Moyen-Orient. Sa valeur géostratégique était largement admise en raison de son rôle au sein de l'Alliance atlantique et sa place de gardienne sur le flanc sud de l'OTAN.

Pourtant, récemment, Binali Yildirim, le nouveau premier ministre nommé en mai 2016 avait lancé : «Israël, la Russie, l'Égypte...Il ne peut pas y avoir d'inimitié permanente entre ces pays qui bordent la Méditerranée (ou) la mer Noire»³². C'est toute la politique étrangère menée sous Davutoglu qui s'est soldée par un échec cuisant dans la mesure où Ankara s'est retrouvé «presque sans aucun ami» au Moyen-Orient, sauf au Qatar et au Kurdistan irakien!

Aujourd'hui, avec les nouveaux conflits apparaissant au voisinage immédiat de la Turquie, elle s'est déjà mise en quête de soutiens substitutifs à l'Occident. Un rapprochement d'Ankara avec ses voisins régionaux s'impose d'autant plus que la zone européenne traverse de fortes turbulences et que l'horizon d'une intégration de la Turquie à l'Union reste profondément obstrué particulièrement au vu de l'affaire des réfugiés et migrants. Le monde musulman arabe (et iranien) agit ainsi aujourd'hui de plus en plus sur Ankara dans l'équilibre de ses relations avec Moscou. Les liens complexes entre ces principaux centres d'influence -États-Unis, UE, Russie, Turquie sans parler de l'Iran- sont appelés à remodeler fortement les

³² Olivier d'Auzon, «La tentative de coup d'État en Turquie accroît la menace sur la stabilité régionale et internationale», Les Blogues, *Huffington Post*, 19/07/2016.

arrangements de sécurité et de stabilité de l'ensemble de la région.

Références

- Adler, A. (2009), «La Turquie, cet allié trop négligé», *Le Figaro*, 27 janvier 2009.
- AK Parti (2012), *Political vision of AK Parti (Justice and Development Party) 2023 Politics, Society and the World*, Great Nation Great Power Target 2023, 30 September 2012 : 56-68 akpartimanifesto_ing.indd [consulté le 2016-30-06].
- Akgönül, S. (2005), «"Roumélie" : les Balkans encore turcs?», *Outre-Terre*, 2005/1 (n°10).
- Aron, R. (1962), *Paix et guerre entre les nations*, Calman-Lévy.
- Aydin-Düzgüt, S., A. Duncker, D. Huber, E. F. Keyman and N. Tocci (Aydin-Düzgüt et al, 2013), *Global Turkey in Europe*, Political, Economic, and Foreign Policy Dimensions of Turkey's Evolving Relationship with the EU, Roma, Edizioni Nuova Cultura, IAI, May.
- Balcer, A. (2012), «An Audit of Power : Turkey's Leverage in the Post Soviet Space», *Black Sea Discussion Paper Series*, 2012/3, Edam Centre for Economics and Foreign Policy Studies.
- Balci, B. (2010), «Mouvements migratoires entre la Turquie et les Républiques turcophones du Caucase et d'Asie centrale. Les impacts religieux», Dossier : Des migrations aux circulations transnationales, *Transcontinentales*, 8/9, 2010.
- Balci, B. (2015), «Une nouvelle ère s'ouvre dans les relations entre la Turquie et la Russie», www.huffingtonpost.fr/bayrambalci/turquie-russie-avions-syrie_b_8780402.html [consulté le 2016-13-02].
- Bárdos-Féltoronyi, N. (2009), «La Turquie dans le contexte géopolitique du 21^e siècle : fragilité interne, force et soumission extérieure», in *Exercices géopolitiques pour l'Union européenne*, Partie 3, <http://www.bardosfeltoronyi.eu/BardosB0.html>.
- Barriault, J.-S. (2014), «L'irresponsabilité de nos autorités aussi à blâmer», Crise en Ukraine, *Le Devoir*, 24 mars 2014 [consulté le 2015-12-06].
- Barkhudaryants, A. (2015), «Russie-Turquie : jusqu'où iront les tensions? L'incident du 24 novembre 2015 et ses possibles suites», *La revue géopolitique Diploweb.com*, 2 décembre 2015 [consulté le 2015-12-13]
- Bazin, M. et J.-F. Pérouse (2004), «Dardanelles et Bosphore. Les détroits turcs aujourd'hui», *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 48, n°135, décembre 2004, pp. 311-334.
- Biarnes, P. (2008), *La route de la soie. Une histoire géopolitique*, Ellipses.
- Bilener, T. (2008), *Les détroits, atout stratégique majeur de la Turquie*, Centre Thucydide, Paris.
- Billette, A. et Dérens, J.-A. (2014), «Les Balkans et la Turquie : impériale nostalgie, pragmatisme de la puissance ou pari sur l'avenir?», *Le Courrier des Balkans*, juillet 2014.
- Billion, D. (1997), *La politique extérieure de la Turquie. Une longue quête d'identité*, Paris, L'Harmattan.
- Billion, D. (2010), *Une nouvelle politique extérieure de la Turquie...vous avez dit nouvelle?* Iris, 8 septembre 2010.
- Blanc, P. et J.-P. Chagnollaud (2016), *Atlas du Moyen-Orient. Aux racines de la violence*, Autrement.
- Blank, J. S., S. C. Pelletiere and W. T. Johnsen (Blank et al, 1993), *Turkey's Strategic Position at the Crossroads of World Affairs*, December, 3.
- Bozarslan, H. (2004), *Histoire de la Turquie contemporaine*, La Découverte, Collection Repères.
- Bordenet, C. (2015), «Les Kurdes, un peuple éclaté entre quatre pays», *Le Monde*, 17-07-2015.
- Bourgeot, R. (2013), «Russie-Turquie : une relation déterminée par l'énergie», *Russie.Nei.Visions* n°69, Centre Russie/NEI, En coopération avec le Programme Turquie contemporaine de l'Ifri, mars 2013.
- Bret, C. et M. Begorre-Bret (Bret et al 2016), «La Russie a-t-elle les moyens économiques de ses ambitions géopolitiques», *La revue géopolitique Diploweb.com*, 2 janvier 2016 [consulté le 2016-01-03]
- Bruneau, M. (06-2015), «L'espace-temps des Turcs et de la Turquie, de l'Eurasie à l'Anatolie : essai de modélisation graphique», *Cybergeo : European Journal of*

Geography [En ligne], Espace, Société, Territoire, document 726, mis en ligne le 01 juin 2015, URL : <http://cybergeorge.revues.org/27019> ; DOI : 10.4000/cybergeorge.27019 [consulté le 02 janvier 2016].

Bruneau, M. dir. (1998), «Les Grecs Pontiques : diaspora, identités, territoires», *CNRS info*, juillet 1998, <http://www.cnrs.fr/Cnrspresse/Archives/n362a6.htm> [consulté le 2015-11-29].

Bruneau, M. (2015), *De l'Asie Mineure à la Turquie : Minorités, homogénéisation ethno-nationale, diaspora*, CNRS Éditions.

Carnegie Moscow Center (CMC, 2014), *Exploring the Prospects for Russian-Turkish Cooperation in Turbulent Neighborhood*, Global Relations Forum, M. Karakullukçu, D. Trenin (ed).

Cagnat, R. et S. Massoulou (2015), «Entre États-Unis, Chine et Russie, l'enjeu eurasiatique», *Observatoire stratégique et économique de l'espace post-soviétique*, IRIS, mars 2015.

Center for Russia and Eurasia, (CRE, 2016), *Reinforcing Deterrence on NATO's Eastern Flank*. Rand Corporation, February 2, 2016 [consulté le 2016-02-12].

Chaigneau, A. (2000), «Glossaire des peuples du Caucase», *Regard sur l'Est*, Dossier "Caucase" Société, 01/03/2000.

Chamontin, L. et P. Verluise (2014), «La Russie. L'empire sans limites?», *La revue géopolitique Diploweb.com*, 3 juin 2014 [consulté le 2015-12-27].

Channon, J. et R. Hudson (2003), *Atlas historique de la Russie*, Autrement.

Charnay, J.-P. (1992), *Stratégie générative : de l'anthropologie à la géopolitique*, Puf.

Chauprade, A. (2007), *Géopolitique : constantes et changements dans l'histoire*, Ellipses, Paris.

Chauprade, A. (1999), *Introduction à l'analyse géopolitique*, Ellipses marketing.

Chauprade, A. (2010), «Perspectives géopolitiques de la Turquie à l'orée du XXI^e siècle», *Revue française de géopolitique*, février 2010.

Chronologie : la mer Noire : quelles spécificités? (*Chronologie*, 2015), Dossiers, La Documentation française, 16-07-2015,

www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000556-la-mer-noire-quelles-specificit... [consulté le 2016-02-22].

Chuvin, P., R. Letolle, et S. Peyrouse (2008), *Histoire de l'Asie centrale contemporaine*, Fayard.

Copeaux, É. (1997), *Espaces et temps de la nation turque. Analyse d'une historiographie nationaliste 1931-1993*, CNRS éditions.

«Crise russo-turque de 2015», *Wikipédia* [consulté le 2016-01-14].

Dagenais, L. F. (1980), *Les luttes de lignes politiques au sein du parti communiste chinois de 1968 à 1977- en politique intérieure et politique extérieure*, Mémoire de maîtrise, Université de Montréal.

Davutoglu, A. (2008), «Turkey's Foreign Policy Vision : An Assessment of 2007», *Insight Turkey*, Vol. 10, no. 1, 2008 :77-98.

De Meaux, L. (2010), *La Russie et la tentation de l'Orient*, Fayard.

Delanoe, I. (2015), «L'avenir des relations entre la Russie et la communauté euro-atlantique», *La revue géopolitique Diploweb.com*, 7 février 2015 [consulté le 2015-12-27].

Delory, S. (2008), *Entre États-Unis et Russie : quelle politique européenne pour la région de la mer Noire?* Texte de conférence Centre Thucydide, Paris, 18 mars 2008 [disponible sur le site du Centre Thucydide].

Demir, A. F. (2005), «Les Turcs et le Caucase», *Outre-Terre*, 2005/1 (n°10).

Dérens, J.-A. (2013), «Recensement hautement périlleux dans les Balkans», *Le Monde diplomatique*, août.

Dérens, J.-A. et L. Geslin (2007), *Comprendre le Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, édit. Non Lieu.

Dérens, J.-A. et L. Geslin (2010), «La mer Noire de port en port», *Le Monde diplomatique*, août.

Dérens, J.-A. et L. Geslin (2015), «Les Balkans, nouvelle ligne de front entre la Russie et l'Occident», *Le Monde diplomatique*, juillet.

Desuin, H. (2015), «Relations tendues Russie-Turquie», *Figaro vox monde*, 07-10-2015.

Dévérin, E. (2016), «Méthodes de la géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité» [François Thual, Iris, Ellipses, 1996], <http://www.dachary.org/obses/geopo.html> [consulté le 2016-01-04].

Devlet, N. (2011), «Taking Stock : Turkey and the Turkic World 20 Years Later», On Turkey, Analysis, *The German Marshall Fund of the United States (GMF)*, Novembre 10, 2011.

Djalili, M.-R. et T. Kellner (2014), *Géopolitique de la nouvelle Asie centrale. De la fin de l'URSS à l'après 11 septembre*, Genève [2001], Openedition Books.

Djalili, M.-R. et T. Kellner (2015), *Vers un nouvel empire perse au Moyen-Orient? Entre mythe et réalité*, Note de l'Ifri, mai 2015.

Djalili, M.-R., A. Monsutti et A. Neubauer (dir.) (Djalili et al 2008), *Le monde turco-iranien en question*, Karthala, The Graduate Institute, Paris, Genève.

Dorin, B. (2008), «La Russie et le Caucase : un éclairage géopolitique», *La revue géopolitique Diploweb.com*, le 27 novembre 2008 [consulté le 2016-04-03].

Dreano, B. (2009), «La Turquie, acteur majeur dans le Caucase», Extraits de *Guerres et paix dans le Caucase, Empires, peuples et nations*, éditions Non-lieu, Paris, lundi 12 octobre 2009, <http://turquieeuropéenne.eu/> [consulté le 2016-01-02].

Drevet, J.-F. (2015), «Turquie : dérive sectaire à Ankara. L'évolution récente de la politique étrangère turque», *La revue géopolitique Diploweb.com*, 12 avril 2015 [consulté le 2015-12-12].

Dussouy, G. (2006), «Les visions géopolitiques turques», in *Les théories géopolitiques*, traité de Relations internationales (I), pp 295-298.

Espace de luttes d'influence et d'antagonismes territoriaux (Espace 2015), La Documentation française, 16-07-2015, www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000556-la-mer-noire-quelles-specificit... [consulté le 2016-02-22].

Farale, D. (2008), *Les Turcs face à l'Occident. Des origines aux Seldjoukides*, Economica.

Fediachine, A. (2010), «Le centre de gravité du Caucase serait-il en Turquie?», *RIA Novosti* (Russie), 17 mai 2010 <http://turquieeuropéenne.eu/> [consulté le 2016-01-02].

Filis, G. K. (2008), *Russia and Turkey in the Geopolitics of Eurasia and the Theory of the Median Space*, Durham University (Thèse de doctorat).

Fondation Robert Schuman (FRS, 2015), *La politique turque à l'égard de l'Asie centrale et du Caucase du sud*, Synthèse n° 131, 26 avril 2004 [consulté le 2015-12-13].

Foucher, M. (2010), «L'exception turque» in *La bataille des cartes. Analyse critique des visions du monde*, François Bourin éditeur.

Foucher, M. (1988), *Fronts et frontières*, Fayard, 527 pages.

Fradette, V. (2013), «L'Union eurasiennne : de projet culturel à projet économique et politique?» décembre 2013, <http://www.regardcritique.ca/article/l-union-eurasiennne> [consulté le 2016-11-03].

Friedman, G. (2011 [2009]), *Les 100 ans à venir. Un scénario pour le XXIè siècle*, Éditions ZDL.

Gangloff, S. (2005), «Les Balkans vus depuis la Turquie : état des lieux des dernières publications», *Balkanologie*, Revue d'études pluridisciplinaires, Vol. IX, n°1-2, décembre 2005.

Garapon, B. (2010), «La politique arabe de la Turquie depuis 2003 à la lumière de la "doctrine Davutoglu"», *Revue Averroès*, Numéro 3, Printemps-Été 2010.

«Génocide grec pontique», *Wikipedia*, [consulté le 2015-11-29].

«Géostratégie de la mer Noire», *Wikipedia* (30 décembre 2015), http://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9ostrat%C3%A9gie_de_la_mer_Noire [consulté le 2016-21-02].

Giblin, B. (2013), «La Turquie, puissance régionale émergente?», *Hérodote*, no. 148.

Göksel, N. (2011), «Turkish policy towards the Caucasus : A Balance Sheet of Balancing Act», *Black Sea Discussion Paper Series- 2011/1*, Edam Centre for Economics and Foreign Policy Studies.

Gonneau, P. (2014), «La Crimée : russe?», *Concordance des temps*, J.-N. Jeanneney, site de l'émission France Culture [consulté le 2014-06-10].

Gresh, A. (coord.) (2013), «Des Ottomans aux Islamistes», *Le Monde Diplomatique*, Manière de voir, décembre 2013.

Guéret, M. (2015), «Russie : l'enjeu géopolitique de la mer Noire se cache derrière le conflit en Crimée», <http://fr.blastingnews.com/international/2015/03/russie-l-enjeu-geopolitique-de-la-mer-noire> [consulté 2016-02-21].

Guibert, R. et al (2016), «Le pays qui fait peur à l'Occident. Entre Etat islamique, réfugiés et dictature», spécial Turquie, *Le Point*, 11 août 2016, n. 2292 : 30-47.

Gültekin, B. (2005), *Prospects for Regional Cooperation on NATO's South Eastern Border Developing a Turkish-Russian Cooperation in South Caucasus*, Institut d'Études politiques de Paris, Turkish-Armenian Business Development Council, 30 June 2005.

Hentsh, T. (1988), *L'Orient imaginaire*, Éditions Minuit.

Hill, F. et O. Taspinar (2007), «La Russie et la Turquie au Caucase : se rapprocher pour préserver le *statut quo*?», *Politique étrangère* 5/2007 (Hors série), <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2007-5-page-153.htm>. [consulté le 2015-12-13].

Hoesli, E. (2006), *À la conquête du Caucase. Épopée géopolitique et guerre d'influence*, Editions du Syrte.

Ismael, T.Y. et M. Aydin (2003), *Turkey's Foreign Policy in the 21st Century: A changing Role in World Politics*, Ashgate, England-USA.

Josseran, T. (2016), «Turquie-Russie. Deux empires aux miroirs», *Conflits*, n.9, avril-juin 2016 : 19-21.

Josseran, T. (2010), *La nouvelle puissance turque. L'adieu à Mustapha Kemal*, Ellipses Édition Marketing.

Josseran, T. (2011), «Turquie : repenser l'Empire. La nouvelle politique étrangère turque», *La revue géopolitique Diploweb.com*, le 16 septembre 2011 [consulté le 2016-05-05].

Kaplan, R.D. (2014 [2012]), *La revanche de la géographie. Ce que les cartes nous disent des conflits à venir*, Toucan.

Karavaïev, A. (2015), «L'expérience azerbaïdjanaise du "tous azimuts" : analyse comparative de la politique étrangère de Bakou, Tbilissi et Erevan», *Irs Politique*, 1 (7), printemps 2015 www.irs-az.com.

Karavaïev, A. (2009), «Russie-Turquie : possible politique commune dans le Caucase du Sud (médias)», Source : *RIA Novosti* (Russie), 28 septembre 2009 <http://turquieeuropéenne.eu/> [consulté le 2016-01-02].

Kasapoglu, C. (2014), «Russian Military Modernisation and Implications for Nato : Lessons-Learned from the Ukraine Crisis», *Black Sea Discussion Paper Series*, 2014/5, Edam Centre for Economics and Foreign Policy Studies, 11 June 2014.

Kazancigil, A. (2010), «La diplomatie tous azimuts de la Turquie : émergence d'une puissance moyenne» in *Confluences méditerranéennes*, 74, été 2010, pp 109-118.

Kazancigil, A. (2008), *La Turquie*, Idées reçues, Histoire et civilisations, Éditions Le Cavalier Bleu.

Kazancigil, A., F. Bilici et A. Deniz, (dir.) (Kazancigil et al 2013), *La Turquie, d'une révolution à l'autre*, Librairie Arthème Fayard/Pluriel.

Keyman, E.F. (2009), «Turkish Foreign Policy in a Globalizing World», *Turkish Policy Quarterly*, Spring 2009, <http://www.Turkishpolicy.com>

Kitsikis, D. (1985), *L'Empire ottoman*, Collection Que sais-je? Puf.

Kitsikis, D. (2002), «Une vision géopolitique : la Région intermédiaire», *Relations internationales*, 109.

Kösebalaban, H. (2011), *Turkish Foreign Policy. Islam, Nationalism and Globalization*, Palgrave Macmillan.

Kristianasen, W. (2015), «Le splendide isolement de la Turquie», *Le Monde diplomatique*, Janvier 2015.

Kut, S. (2000), «Turks of Kosovo : What to Expect?» [partly based on : "Between Ethnic and Civic Identity : Turks of Macedonia and Kosovo", *5th Annual Convention for the Study of Nationalities* (ASN) New York City, 14 April 2000].

Lacoste, Y. (dir.) (1995), *Dictionnaire de géopolitique*, Flammarion.

Larrabee, F.S. and I.O. Lesser (eds) (Larrabee et al, 2003), *Turkish Foreign Policy in an Age of Uncertainty*, Center for Middle East Public Policy, Rand, National Security Division.

Laruelle, M. (2013), *De l'eurasisme au néo-eurasisme : à la recherche du Troisième continent*», in Couteau-Bégarie, Motte, *Approches de la géopolitique : de l'Antiquité au XXI^e siècle*, Paris, Économica, 2013 : 641-682 .

Laruelle, M. (2001), «Le néo-eurasisme russe. L'empire après l'empire?» *Cahiers du Monde russe*, 42/1, Janvier-mars 2001, pp. 71-94.

Lasserre, F. et E. Gonon (2008), *Manuel de géopolitique. Enjeux de pouvoir sur des territoires*, Collection U, Géographie, Armand Colin, Paris.

Leclercq, A. (2012), *La Russie puissance d'Eurasie. Histoire géopolitique des origines à Poutine*, Ellipses.

Lévesque, J. (2015), «La crise russo-ukrainienne accouchera-t-elle d'un nouvel ordre européen?», article inédit, *Le Monde diplomatique*, juin 2015.

Lo, B. (2015), «La Russie a-t-elle une stratégie en Asie centrale?», *Ifri Centre Russie.Nei.Visions*, n°82, janvier 2015.

Lordkipanidzé, O. et P. Lévêque (1990), *Le Pont-Euxin vu par les Grecs. Sources écrites et archéologie*, Symposium de Vani (Colchide), septembre-octobre 1987, Centre de Recherches d'Histoire Ancienne, Volume 100, Annales Littéraires de l'Université de Besançon, 427, Diffusion Les Belles Lettres, Paris.

Marchand, P. (2012), *Atlas géopolitique de la Russie. La puissance retrouvée*, Éditions Autrement, Collection Atlas/Monde.

Marchand, P. (2014), «Géopolitique de la Russie. Saisir le vent chinois dans les voiles russes» (Vladimir Poutine), 26 juillet 2014, *La revue géopolitique Diploweb.com* [consulté le 2016-03-04].

Mantran, R. (dir.) (1989), *Histoire de l'Empire ottoman*, Fayard.

Marcou, J. (2011), *2010 bilan de la politique étrangère turque*, Observatoire de la vie politique turque, 25 février 2011, <http://ovipot.hypotheses.org/14>.

Marcou, J. (2013), «Tempête turque dans les Balkans», *Politique étrangère*, 29 octobre.

Mardirossian, F. (2006), «Géopolitique du Sud-Caucase. Accalmie précaire aux marches orientales de l'Europe. Risques d'exacerbation des rivalités aux confins de la Géorgie, de la Turquie et de l'Arménie», www.diploweb.com/forum/caucase07019.htm mis en ligne janvier 2007 [consulté le 2015-12-13].

Markedonov, S. and N. Ulchenko (2011), *Turkey and Russia : An Evolving Relationship*, Carnegie Endowment for International Peace, 19 août 2011.

Martin, G. L. and D. Keridis (eds) (Martin et al, 2004), *The Future of Turkish Foreign Policy*, BCSIA Studies in International Security, The MIT Press, London.

Matrices stratégiques (MS, 2015), «Les rapprochements énergétiques entre la Russie et la Serbie», 24-11.

«Mer Noire» (2016), *Wikipedia*, 5 juin 2016.

Michault, M. (2008), «L'or noir en mer Noire : un nouveau Grand Jeu?», *Nouvelle Europe*, 4 mai 2008 www.nouvelle-europe.eu

Milquet, J. (2012), *Les relations Turquie-Russie, une menace pour l'Europe?* Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation (www.cpcp.be), mars 2012.

Minassian, G. (2010), *Turquie-Russie : un nouveau partenariat stratégique global*, Fondation pour la recherche stratégique, n°08/10 [en ligne].

Molnar, M., G. Nivat et A. Reszler (dir.) (Molnar et al, 1991), *Vers une mutation de société. La marche de l'Europe de l'Est vers la démocratie*, PUF, Genève.

Nahavandi, F. (dir.) (2012), *Turquie, le déploiement stratégique*, Bruylant, Bruxelles.

Nougayrède, N. (2007), «La mer Noire, une zone de tensions géostratégiques», *Le Monde*, 25 juin 2007.

Olson, R. W. (1998), «Turkish and Russian Foreign Policy, 1991-1997 : The Kurdish and Chechnya Questions», in *Journal of Muslim Minority Affairs* (Abbingdon, U.K.), vol. 18, n°2, octobre 1998 :209-228.

Önis, Z. et S. Yilmaz (2016), «Turkey and Russia in a shifting global order : cooperation, conflict and asymmetric interdependence in a turbulent region», *Third World Quarterly*, vol. 37, n.1, 71-95.

Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN, 2015), «Indicateurs économiques 2011», <http://fr.wikipedia.org/wiki/> [consulté le 2015-10-24].

Özdamar, Ö. (2011), «The Black Sea Region in the New Turkish Foreign Policy», *Black Sea Discussion Paper Series*, 2011/2, Edam Centre for Economics and Foreign Policy Studies.

Ozdogan, G.G. et K. Saybasili (Ozdogan et al, 1995), *Balkans : A Mirror of the New International Order*, Eren, Istanbul.

Pahlavi, P. C. (2002), «La diplomatie culturelle à l'ère de l'interdépendance globale. La Turquie à la recherche des éléments fédérateurs de l'identité panturque», *Revue Études internationales*, vol. XXXIII, n°2, juin 2002.

«Pan-Turkism» (2016), <http://en.wikipedia.org/wiki/Pan-Turkism> [consulté le 2016-01-10].

Pivovarenko, A. (2014), *Modern Russia in the Modern Balkans : Soft Power through Investment*, Russian

International Affairs Council, 23 may 2014 http://russiancouncil.ru/en/inner/?id_4=3744 [2016-08-09]

Pomponne, M. (2016), «Le nombre de visiteurs russes en Turquie s'est effondré», *RFI*, 27-05-2016.

Prevot, S. (2008), «L'influence turque faiblit en Asie centrale», Dossier "Asie centrale-UE : une "belle" indifférence?" *Regard sur l'Est*, Géopolitique, 01/04/2008.

Radvanyi, J. et al (2010), *Atlas géopolitique du Caucase, Russie, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan : un avenir commun possible?* Éditions Autrement, Collection Atlas/Monde.

Rahmanov, A. (2015), «Pourquoi la Turquie fait fausse route en Asie centrale», Les Blogs, http://www.huffingtonpost.fr/akhmed-rahmanov/relations-turquie-pays-asie-bentrale_b_7... [consulté le 2016-03-31].

Rekawicz, P. (1997), «La Russie, une et multiple», *Le Monde diplomatique*, janvier 1997.

«Relations entre la Géorgie et la Turquie» (Relations G.-T., 2015), http://fr.wikipedia.org/wiki/Relations_entre_la_G%C3%A9orgie_et_la_Turquie [consulté le 2015-10-23].

République de Turquie (R. de T. s/d), «Aperçu général de la politique étrangère Turque», <http://www.mfa.gov.tr/rela> Ministère des Affaires Étrangères [consulté le 2016-06-30].

République de Turquie (R. de T. s/d), «Les relations avec les pays de la région des Balkans», <http://www.mfa.gov.tr/rela> Ministère des Affaires Étrangères [consulté le 2016-04-29].

République de Turquie (R. de T. s/d), «Relations de la Turquie avec les pays du Caucase du Sud», <http://www.mfa.gov.tr/rela> Ministère des Affaires Étrangères [consulté le 2015-12-13].

République de Turquie (R. de T. s/d), «Relations de la Turquie avec les Républiques d'Asie centrale», <http://www.mfa.gov.tr/rela> Ministère des Affaires Étrangères [consulté le 2016-03-31].

Riasanovsky, N. V. (2014), *Histoire de la Russie des origines à nos jours*, Robert Laffont, Bouquins.

Ricard, L. (2011), *La Turquie dans les Balkans : relents d'Ottomanisme?* www.nouvelle-europe.eu

Roubinski, Y. (2001), *Les éclats de l'empire ou la Communauté des États indépendants (CEI)*, Paris,

Cahiers de l'Institut français des relations internationales (IFRI), 33.

Roubinski, Y. (2002), *Moscou et Ankara : Murailles ou passerelles entre l'Europe et l'Asie?*, Cahiers et conférences, IFRI.

Romanowski, M. (2014), «How Central is Central Asia?», *Transatlantic Take*, The German Marshall Fund of the United States, 5 mars 2014 <http://www.gmfus.org/> [consulté 2015-12-27].

Roustel, D. (2015), *La mer Noire, nouvel espace de confrontation mondiale*, www.jpriossan-histoirepolitique.com/articles/histoire-d-ailleurs/russie---urss/geopo...3 avril 2015 [consulté 2016-02-21].

Roy, O. (2010 [2001]), *L'Asie centrale contemporaine*, coll. Que sais-je? Puf.

Roy, O. (1997), *La nouvelle Asie centrale ou la fabrication des nations*, Seuil.

Roy, O. (dir.) (2004), *La Turquie aujourd'hui. Un pays européen?* Le tour du sujet, Universalis.

Rupnik, J. (dir.) (1996), *Les Balkans : paysage après la bataille*, éditions Complexe.

«Russia-Turkey relations» (Russia-Turkey, 31-12-2015), <http://en.wikipedia.org/>.

Russian-Turkish Cooperation Council (RTCC, 2013), *Meeting of High-Level Russian-Turkish Cooperation Council*, President of Russia, St Petersburg, november 22, 2013 <http://en.kremlin.ru> [consulté le 2015-11-29].

Sèbe, C. (1996), *Les pays de la mer Noire dans la crainte des conflits à venir*, L'Harmattan.

Sellier, J. et A. Sellier (2002), *Atlas des peuples d'Europe centrale*, La Découverte.

Sellier, J. et A. Sellier (2004), *Atlas des peuples d'Orient, Moyen-Orient, Caucase, Asie centrale*, La Découverte.

Sénat du Canada (2013), *Jeter des ponts : les liens entre le Canada et la Turquie et leur potentiel*, Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international, www.senate.senat.ca/AEFA.asp. Juin 2013.

Sénat du Canada (2010), *Le Canada et la Russie : miser sur les succès d'aujourd'hui pour réaliser le potentiel de demain*, Comité sénatorial permanent des affaires

étrangères et du commerce international, www.senate.senat.ca/AEFA.asp. Mars 2010.

Serebrian, O. (2010), *Autour de la mer Noire. Géopolitique de l'espace Pontique*, Artège, Perpignan.

Sieca-Kozłowski et E. A. Toumarkine (2000), *Géopolitique de la mer Noire. Turquie et pays de l'ex-URSS*, Karthala.

Sorecu, A. (2015), «La Transcaucasie : une épine dans le pied de la Russie?», *Les Blogs*, <http://www.huffingtonpost.fr/andrei-sorescu/la-transcaucasie-une-epine-dans-le-pied-de-la-russie> [consulté le 2016-03-31].

Sputnik France (2014), «La Transcaucasie, avant-poste des USA contre la Russie et l'Iran», *Opinion*, 10.12.2014 <https://fr.sputniknews.com/opinion/> [consulté le 2016-03-31].

Sur, S. (2015), «Le réveil de la mer Noire», Dossier La mer Noire, espace stratégique, *Questions Internationales* n°72, mars-avril 2015.

Tanrisever, O. (2004), «Turkey and Russia in Eurasia» in G.L.Martin, D. Keridis (eds) (2004), *The Future of Turkish Foreign Policy*, BCSIA Studies in International Security, The MIT Press, London.

Tanrisever, O. F. (2012), «Turkey and Russia in the Black Sea Region : Dynamics of Cooperation and Conflict», *Black Sea Discussion Paper Series*, 2012/1, Edam Centre for Economics and Foreign Policy Studies.

Tapia, S. de (2009), «Turquie et Turkestans d'Asie : le "monde turc", une alternative à l'Europe pour la Turquie?», Débat au *Nuovo Caffè Milano*, Strasbourg, 25 novembre 2009.

Taskin, Y. (2010), «Turkey's Search for Regional Power», *Middle East Research and Information Project*, August 21.

Therme, C. (2012), «Le triangle géopolitique entre la Turquie, l'Iran et la Russie : entre ruptures et continuités», in Nahavandi, F. (dir.), *Turquie, le déploiement stratégique*, Bruylant, Bruxelles, pp. 247-268.

Therme, C. (2012), *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979*, Presses Universitaires de France et The Graduate Institute Publications Geneva.

Thual, F. (2004), *Géopolitique des Caucase*, Ellipses.

Thual, F. (2001), *Le Caucase, Arménie, Azerbaïdjan, Daghestan, Géorgie, Tchétchénie*, Flammarion.

Thual, F. (1996), *Méthodes de la géopolitique. Apprendre à déchiffrer l'actualité*, Ellipses.

Toumarkine, A. (2003), «La politique turque dans les Balkans», *Le Courrier des pays de l'est*, n°1039.

Toumarkine, A. (1998), «Les perceptions turques de l'espace post-soviétique situé entre Balkans et Russie» in M. Foucher et al (1998), *Transitions géopolitiques sur le continent européen. Mutations dans l'isthme mer Baltique-mer Noire*, La Documentation française, pp. 191-215.

Trenin, D. (2001), *The End of Eurasia : Russia on the Border Between Geopolitics and Globalization*, Carnegie Moscow Center, Carnegie Endowment for International Peace, Washington DC.

Triantaphyllou, D. (2009), «The ``security paradoxes`` of the Black Sea region», *Southeast European and Black Sea Studies*, vol. 9, n°3, <http://popups.ulg.ac.be...> [consulté le 2016-02-27].

Turan, G. and I. Turan (1998), «Turkey's Emerging Relationship with other Turkic Republic», in L. Rittenberg, (ed.), *The Political Economy of Turkey in the Post-Soviet Era : Going West Looking East?* Westport, Praeger, pp 177-203.

Turkish Cooperation and Coordination Agency (TIKA, 2016), «Analysis : Turkey's Balkan policy not interest-oriented» www.tika.gov.tr/en/news/analysis_turkey's_balkan_policy_... [consulté 2016-02-25].

Ulgen, S. and F. D. Ergun (2014), «A Turkish Perspective on the Rise of the Islamic Caliphate», *Black Sea Discussion Paper Series*, 2014/6, Edam Centre for Economics and Foreign Policy Studies.

«Union économique eurasiatique» (Uée, 2016), http://fr.wikipedia.org/wiki/Union_%C3%A9conomique_eurasiatique [consulté le 2016-01-04]

Van Gent, A. (1992), «Turkey's claim to Leadership in Central Asia», *Swiss Review of World Affairs*, mai.

Vaner, S. (1995), «La politique transcaucasienne de la Turquie», in M. R. Djallili, (dir.), *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit*, Bruxelles, Bruylant.

Veinstein, G. (1999), *Leçon inaugurale faite le vendredi 3 décembre 1999*, Chaire d'histoire turque et ottomane, Collège de France.

Veinstein, G. et R. Dor (codir.) (1991), «En Asie centrale soviétique. Ethnies, Nations, États», *Cahiers du monde russe et soviétique*, no spécial, XXII janvier-mars, Édit. ÉHÉSS.

Verluisse, P. (2008), «Géopolitique de la mer Noire», *La revue géopolitique Diploweb.com*, 18 août 2008 [consulté 2016-02-21].

Verluisse, P. (dir.) (2016), «Géopolitique de la Russie et de son environnement», *La compil' du Diploweb.com*, 24 janvier 2016 [consulté 2016-02-10].

Weitz, R. (2006), «Towards a New Turkey-Nato Partnership in Central Asia», *Turkish Policy Quarterly*, vol. 5, n°2, Turkishpolicy.com.

Yakacikli, L. (2011), «Initiatives de coopération dans la région de la mer Noire», *Fédéralisme Régionalisme* [En ligne], Numéro 2 - Le régionalisme international : regards croisés. Europe, Asie et Maghreb, Volume 11 : 2011, URL : <http://popups.ulg.ac.be/1374-3864/index.php?id=1073> [consulté le 2016-02-27].

Yousifov, S. (2010), «La Turquie et la Russie face à la Politique européenne de voisinage (PEV) dans le Caucase du Sud : le cas de l'Azerbaïdjan», *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 2010/1 (n° 97-98) [consulté le 2015-12-19].

Direction

Yann Breault, Ph.D.
Science politique, UQAM

Jacques Lévesque, professeur
émérite, UQAM

Nous suivre

[Twitter](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

Observatoire de l'Eurasie

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Site web : <https://odeurasie.com>



Rédaction

Lucie France Dagenais a réalisé un doctorat en sociologie à l'Université de Montréal. Elle fut notamment l'une des instigatrices d'une étude portant sur les « travailleuses domestiques migrantes, la mondialisation et les lois du travail », à titre de professeure adjointe de 2005 à 2011 à l'Université McGill.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire de l'Eurasie ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).